POBL VREIZH/LE PEUPLE BRETON
N° 472 / 3 €
AUJOURD'HUI, ÊTRE LIBRE, C'EST ÊTRE INFORMÉ
MAE / MAI 2003

LE PEUPLE BRETON

QUEL AVENIR POUR LE MODÈLE AGRICOLE BRETON ?

Dossier



L'INVITÉE

Monique SENÉ

Régionales 2004
S'unir à gauche

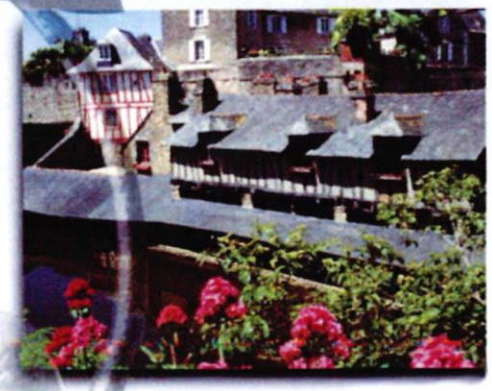
Pobl Vreizh
3 pages en breton

Disques
Les nouveautés celtiques

STUMMADUR
BREZHONEG

LA FORMATION EN LANGUE BRETONNE









Formation préparatoire
aux métiers bilingues
Français - Breton

Formations courtes :
"une semaine en breton"

BREST - LANDERNEAU
LORIENT - PLOEMEUR

Stumdi

Prise en charge possible des frais pédagogiques.
Nous consulter.

Maner Keranden, hent-dall Jehan Bazin
B.p. 311 - 29413 Landerne cedex
Pgz : 02 98 21 39 94 - Plr : 02 98 85 04 37
Postel : bzh.stumdi@wanadoo.fr

RÉGION BRETAGNE
CONSEIL GÉNÉRAL FINISTÈRE
CONSEIL GÉNÉRAL Morbihan

Souscription

La souscription permanente (elle a été ouverte dès les débuts du journal) continue : les Bretons sont têtus, dit-on. Dans leurs amitiés, sûrement, et le P.B. est heureux de pouvoir bénéficier de l'aide matérialisée chaque mois par tous ces abonnés qui « arrondissent » leur versement. Merci à tous et que le printemps soit pour vous l'occasion de manifester votre désir de renouveau breton, en soutenant l'un des instruments de ce renouveau : votre magazine préféré.

Marylène André, Lorient, 5 € ; Jean-Luc Boulc'h, Pencran, 3 € ; Jean-Louis Bourbao, Le Conquet, 5 € ; Roger Capitaine, Brest, 3 € ; Loeiz Cleac'h, Plonéour-Lanvern, 10 € ; Polig Combot, Saint-Divy, 3 € ; Marie-Thérèse Communier, Pont-de-Buis, 10 € ; Jean-Pierre Conan, Genval-Belgique, 3 € ; Gabrielle David, Rennes, 10 € ; Michel David, Rennes, 10 € ; Ronan Divard, Brest, 10 € ; Yves Drean, Brech, 5 € ; MSE Euri, Belgon, 10 € ; Yannick Gaudin, La Valette du Var, 3 € ; Jakez Gicquel, Lannion, 5 € ; Jean Guilbaud, Saint-Herblain, 20 € ; Philippe Huitorel, Gourin, 3 € ; Joseph Laferrière, Camors, 10 € ; Andrré Lavanant, Lannilis, 20 € ; Jean-Pierre Le Cam, Chavagne, 5 € ; Emmanuel Le Corre, Bégard, 3 € ; Pierre Le Bihan, Saint-Malo, 5 € ; Paul Le Person, Yffiniac, 5 € ; Jean-Noël Magot, La Celle Saint-Cloud, 7 € ; Jean-Claude Marchand, Saint-Pierre Quiberon, 8 € ; Hervé Martin, Trébeurden, 70 € ; Nelly Ménoret, Nantes, 3 € ; Pierre Morvan, Paimpol, 10 € ; Luc Olivier Demon, Dijon, 20 € ; Jean-Pierre Quémener, Crozon, 5 € ; Marie-Andrée Rouat, Plouhinec, 3 € ; Philippe Scarnière, La Baule, 120 € ; Ghislaine Theil de Kerduel, Nantes, 3 € ; Jean-Jacques Tréguer, Gap, 10 € ; **Total mois : 425 € Total année : 2.215,35 €**

LE PEUPLE BRETON/POBL VREIZH
Mensuel
Rédaction : BP 1 - 29850 Gouesnou
Fax 02 98.37.91.74
Directeur de la publication :
Joël Guégan
Rédacteur en chef :
Ronan Leprohon
Rédacteur-adjoint :
Jean-Jacques Monnier
Responsables de rubriques :
Paol Ar Meur, Alain Cedelle, Mikaël Erwan, Yann Fiévet, Yves Jardin.
Correspondants :
En Catalogne : Philippe Liria
En Occitanie : Gérard Tautil.
Critiques de disques :
Bretagne : Pierre Morvan,
Celtie : Philippe Cousin,
Pays basque : Alain Hervochon.
Critiques de livres :
Jean-Jacques Monnier,
19 Penn ar Pave, 22300 Lannion.
Livres en breton :
Glaoda Millour,
2 place René Cassin, 29600 Morlaix.
Responsable publicité :
Ronan Leprohon, au journal.
Éditeur :
Les Presses populaires de Bretagne
CPAP : 66132
Composition, impression, routage :
IMPRAM, Lannion.
ABONNEMENTS, ADMINISTRATION : 9 rue Pinot Duclos, 22000 Saint-Brieuc
Tél-fax : 02.96.61.54.11
Dépôt légal : 2e trimestre 2003.

Sommaire

Mai
Mae
2003



Les paroxysmes guerriers se calment un peu en Irak, comme en Afghanistan. Une nouvelle tentative de reprise d'un dialogue israélo-palestinien s'amorce. Le printemps des peuples serait-il au rendez-vous ? Je me garderai bien d'une prophétie, n'ayant pas, comme certains intellectuels parisiens médiatisés, une idée sur tout.

Mais ce contexte international entraîne des frictions entre lecteurs du P.B. Aujourd'hui à propos de l'Irak, comme hier au sujet du 11 septembre ou auparavant de la Serbie. Il est normal que nos lecteurs réagissent : leur désir d'autonomie ne signifie pas un aveuglement sur les problèmes du monde, comme les nationaux-républicains voudraient le faire croire. Mais je suis frappé par le fait que les oppositions les plus virulentes concernent souvent l'ailleurs (où nos informations et nos compétences sont les plus discutables) et plus rarement notre situation en Bretagne.

La cause bretonne rapproche. Gardons-nous de l'affaiblir par des querelles d'autant plus vaines que – nous devrions avoir la modestie de le reconnaître – nous n'y pouvons pas grand-chose.

●

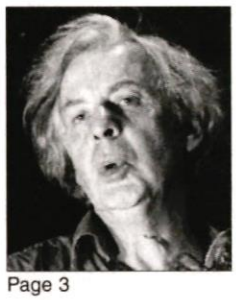
Ce mois-ci, le P.B. ouvre un dossier de deux articles (p. 6 et 7) sur la gravité de la situation de notre économie agricole. Cette étude se poursuivra le mois prochain et dans les numéros à venir, tant l'enjeu est d'importance pour notre pays. Par ailleurs le P.B., à sa manière, prépare des actions : manifestation à Redon pour le développement durable (p. 10, Jean-Claude Pierre nous livre son analyse) ; manifestation nantaise du 22 juin, préparée par le C.U.A.B. (P. 8).

Dans le domaine culturel, une nouveauté : la rubrique « Un jour avec » est au Pays basque, avec la chanteuse Naia (p. 20 et 21).

Et n'oublions pas les propos d'une autre femme, la physicienne Monique Sené, qui est notre invitée du mois et qu'on trouvera en troisième de couverture.

Bonne lecture à tous !

Ronan LEPROHON



Page 3



Page 10



Pages 20-21



Page 3 de couverture

Le crédit-photo de couverture :
– Manifestation agricole (archives) : Andia.
– Monique Sené : D.R.

Notre magazine qui paraît habituellement le premier vendredi du mois est, cette fois-ci, retardé pour cause de pont du 1er mai. Il est remis à la Poste le lundi 5 mai.


Archives Hélène Cailleux

La Bretagne et les projets de redécoupage administratif

Le « Français d'en bas » le sait : la charcuterie, pour être bonne et digeste, doit être fine. Jean-Pierre Raffarin, lui, ne le sait pas.

L'hebdomadaire « L'Express » a consacré, dans son édition du 10 avril, un article de deux pages aux projets de redécoupage administratif du Premier ministre. Selon l'auteur, Michel Feltin, ces projets sont légion : fusion de la Basse et de la Haute Normandie, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin en un seul département qui cohabiterait à côté de la région Alsace[1], des deux Conseils généraux de Savoie, des Alpes-de-Haute-Provence et des Hautes-Alpes, de l'Auvergne et du Limousin[2], de l'Alsace et de la Lorraine. Quant à son cher Poitou, il lui réserve un charcutage très particulier qui concerne, hélas, le sud de la Bretagne. Et Michel Feltin de citer Raffarin : ***« Dans un premier temps, on pourrait imaginer un regroupement de la Vienne et des Deux-Sèvres en un département Poitou et un regroupement des deux Charentes. Plus tard, le Poitou rejoindrait Nantes et les Pays-de-la-Loire, les Charentes, Bordeaux et l'Aquitaine ».***

Le lecteur avisé notera que le projet de Jean-Pierre Raffarin revient à trucider une région administrative existante, Poitou-Charentes, pour en éparpiller les morceaux, les uns vers le nord, les autres vers le sud. Nous serions curieux d'entendre ce que ce scénario matignonesque inspire à ceux, en premier lieu au numéro 3 du gouvernement, par ailleurs président de la pseudo région des « Pays-de-la-Loire », François Fillon, qui répètent à l'envi que la réunification administrative de la Bretagne ne peut s'envisager, car la pérennité des « Pays-de-la-Loire » doit être garantie... Alors, vérité d'un côté de la Sèvre niortaise, erreur de l'autre ?

En tout état de cause, les déclarations de Raffarin rapportées dans « L'Express » viennent démentir les propos optimistes qui s'étaient tenus à la sortie du bureau du ministre Devedjian quand celui-ci avait reçu, le 17 mars à Paris, une délégation du CUAB (Comité pour l'unité administrative de la Bretagne), accompagnée du député UMP des Côtes d'Armor Marc Le Fur, du conseiller régional PS de Bretagne Jean-Pierre Thomin et du conseiller général PS de Loire-Atlantique, et leader de l'opposition dans cette assemblée, Patrick Maréschal. Sans douter de la bonne foi de ces élus, force est de constater qu'ils n'ont pas su peser sur leurs partis pour intégrer la revendication légitime et démocratique du retour de la Loire-Atlantique à la Bretagne dans les projets de Raffarin...

L'UDB est le seul parti politique dont les élus sont unanimes à réclamer l'abrogation du décret scélérat du régime de Vichy du 30 juin 1941 et le respect de l'intégrité du territoire breton. Le seul qui adopte une attitude claire et invariable sur la question. Le seul qui met ses actes en accord avec ses discours. Nous serons nombreux au rassemblement de l'unité, le 22 juin à Nantes, pour le rappeler.

Kristian GUYONVARC'H
Porte-parole de l'UDB

1. Alors qu'il est question de fusionner région et département dans les DOM... Bonjour la cohérence !

2. Réclamée par le seul Valéry Giscard d'Estaing. Bonjour la démocratie !

Les assurés d'Alsace et de Moselle continueront d'être remboursés à 90 %

Mais quelle est donc cette **soi-disant solidarité nationale** dont les jacobins de droite et de gauche nous rabattent les oreilles ?

La décision autoritaire du gouvernement Raffarin et de son ministre de la Santé de baisser de 65 à 35 % le taux de remboursement de 616 médicaments ne s'appliquera pas aux assurés d'Alsace et de Moselle. En effet, Daniel Lorthiois, le président du conseil d'administration du **régime local d'assurance-maladie propre aux deux départements alsaciens et à la Moselle,** a déclaré le 24 avril que ce régime local, hérité du droit social allemand antérieur à 1918, continuera à rembourser les médicaments à 90 % à ses assurés. Les 616 médicaments jugés inutiles par M. Mattéi, en dépit de l'avis contraire de la quasi-totalité des professionnels de santé, auraient-ils donc des vertus miraculeuses sur les patients de trois départements ?

Cette affaire scandaleuse sera peut-être l'occasion d'apprendre que dans cette France qui s'obstine à refuser les mesures nécessaires de protection et de promotion des expressions culturelles et linguistiques minoritaires, l'accès aux soins, lui, **est foncièrement inégalitaire selon l'endroit où l'on habite.** Elle leur révélera aussi que l'Alsace et la Moselle ont choisi une autre voie que celle des assurances privées sur laquelle le gouvernement Raffarin veut nous engager. Il n'y a pas de fatalité.

Union démocratique bretonne

Chaque mois depuis 1969
armor
le magazine de la Bretagne au présent
présente et commente
LA VIE BRETONNE
B.P. 419 - 22404 LAMBALLE CEDEX

EN VUE CES TEMPS-CI

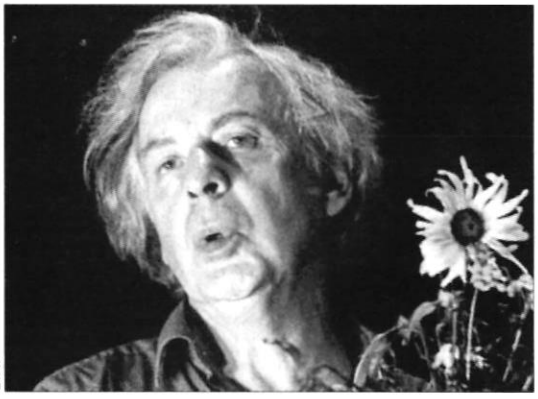


Photo Loeiz Bloñs

Gustave Alirol, président du Partit occitan (ici, à droite de Christian Guyonvarc'h) avait fait le long déplacement de Toulon, où il avait animé une réunion du Partit occitan la veille au soir, à Rennes pour participer à la manifestation du « Printemps de la langue bretonne » le 22 mars dernier.

En tant que maire d'une commune occitane (Saint-Hostien, près du Puy), il a pu apprécier la présence de plusieurs dizaines de ses compatriotes, venus solidairement soutenir la cause du breton qui rejoint celle de l'occitan.

Président de la fédération Régions et peuples solidaires (à laquelle appartient l'UDB), il était aussi à Rennes le seul responsable politique non breton. Cette participation était d'autant plus remarquable qu'elle contrastait avec l'absence tout aussi remarquée de la plupart des dirigeants des partis français implantés en Bretagne. La solidarité entre les territoires, certains en parlent, d'autres la pratiquent…



D.R.

Notre ami Jean Kergrist, le « clown atomique » a bigrement mouché un autre comique, Laurent Ruquier qui s'était permis d'ironiser sur la manifestation pour la langue bretonne, trouvant, sur Europe 1 « inconvenant de participer à une telle manif alors que les bombes tombent sur l'Irak ».

Jean Kergrist dit, entre autres : *« Je te signale que dans cette même ville, le même jour et à la même heure se tenait une manif de 3.000 personnes contre la guerre en Irak. Ses organisateurs ont été invités à prendre la parole sur le podium de la manifestation bretonne, préparée depuis des mois. Leur intervention, longuement applaudie, s'est d'ailleurs faite en français et en breton […]. La guerre en Irak ne doit pas servir de prétexte à accepter en silence le rétrécissement monolingue de vos petits cerveaux parisiens. Si inconvenance il y a, c'était mardi dernier, sur les ondes d'Europe 1. »*



Iffig

– vous propose un test. Voici une liste de pays qui ont été bombardés par les États-Unis depuis la fin de la seconde guerre mondiale : Chine (1945-46 et 1950-53), Corée (1950-53), Guatémala (1954, 1960 et 1967-69), Indonésie (1958), Cuba (1959-60), Viêt-Nam (1961-73), Congo (1964), Laos (1964-73), Pérou (1965), Cambodge (1969-70), Salvador (1980), Nicaragua (1980), Grenade (1983), Lybie (1986), Panama (1989), Irak (1991-99), Soudan (1998), Afghanistan (1998-2002), Yougoslavie (1999). Dans combien d'entre eux ces bombardements ont-ils fait directement émerger un gouvernement démocratique ?

– vous propose maintenant de choisir votre réponse : a) 0 ; b) zéro ; c) aucun ; d) pas un seul…

●

– a lu, sous la plume de Jacques Attali, dans « Constructif » de février dernier, ces fortes pensées : « Pour être efficace, la décentralisation ne peut se faire sans une profonde modification des structures publiques : […] des régions plus vastes, aux frontières signifiantes, culturellement et géographiquement, et un beaucoup plus petit nombre de communes. Les départements n'ont plus de raison d'être. "

– se dit qu'il est dommage que l'écrivain n'ait pas tenu ces propos quand il était conseiller de François Mitterrand, celui qui a renforcé l'échelon départemental, comme jamais…

– se console en se disant qu'il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'idées et approuve encore Attali quand il écrit : « Les peuples les plus entreprenants sont les plus décentralisés ».

Unir la gauche alternative au 1er tour des régionales pour que la victoire électorale au 2e tour soit vraiment utile

Comme beaucoup de Bretons nous voulons que les élections de mars 2004 permettent un changement de majorité au Conseil régional. Ce serait le premier depuis que cette collectivité existe ! Mais comme beaucoup de Bretons, probablement aussi nombreux, nous ne voulons pas d'une simple alternance. Nous voulons un réel changement de politique dans des domaines comme la protection de la ressource en eau, la préservation des paysages, les modes de production agricole, la pêche, les énergies à favoriser, l'accession au logement, les modes de transport des biens et des personnes, les aides aux entreprises, la formation professionnelle et la création d'emplois, la lutte contre l'exode des 20-35 ans, l'identité bretonne, la présence de la Bretagne en Europe et dans le monde.

Une majorité placée sous l'hégémonie du PS serait-elle capable de ce changement ? Nous ne le pensons pas, car le PS en Bretagne, comme en France d'ailleurs, nous offre l'image d'un parti profondément divisé qui se présentera aux élections avec le plus petit dénominateur commun, par crainte d'étaler ses divisions. Divisions sur la revalorisation du travail par rapport aux profits spéculatifs, divisions sur l'intégration des exigences environnementales et sociales en amont des systèmes de production, divisions évidemment sur la place de l'identité bretonne dans la société.

A ce propos, une question vient naturellement aux lèvres : qui parle au nom du PS en Bretagne ? Sont-ce Jean-Pierre Thomin, maire de Landerneau et conseiller régional, qui dénonce avec virulence l'inaction de Josselin de Rohan sur le dossier de la langue bretonne dans le contexte porteur des lois de décentralisation, et Patrick Maréschal, conseiller général de Loire-Atlantique, qui accompagnait le CUAB lors de la rencontre avec le ministre Devedjian sur le sujet de la réunification administrative de la Bretagne ? Ou bien sont-ce Claude Saunier, sénateur des Côtes d'Armor et ancien maire de Saint-Brieuc, qui sonne le tocsin face au danger du « communautarisme breton » (sic), et Richard Ferrand, conseiller général du Finistère, qui passe le plus clair de son temps à dénigrer la nouvelle municipalité carhaisienne de gauche, avec la complicité active de quelques journalistes locaux influents qui ne font même pas mystère de leur appartenance au PS ? Aussi incroyable que cela puisse paraître, ces gens-là appartiennent bien au même parti politique. Ce mariage de la carpe et du lapin est un attrape-gogos.

Bien sûr, le double langage n'est pas nouveau au PS, mais les contradictions n'ont sans doute jamais été aussi béantes qu'aujourd'hui. Or l'histoire nous a enseigné, depuis 1981, que de ces contradictions les éléments jacobins du PS sont toujours sortis vainqueurs. Et l'identité de la Bretagne perdante. Alors que tant de régions en Europe ont entamé depuis vingt ans une reconquête fantastique du terrain perdu : Catalogne, Pays basque, Pays de Galles... Dans toutes ces régions, la pratique de la langue régionale est en progression numérique quand celle du breton régresse rapidement, faute d'une volonté politique de sauvegarde.

Pour que cesse l'hégémonie du PS à gauche et l'immobilisme qui en découle sur les questions institutionnelles et culturelles, il est de la responsabilité de l'UDB de réussir avec d'autres (TEAG, Verts, organisations et personnalités du mouvement breton de progrès, mouvement social), l'union de la gauche alternative, avec ses quatre dimensions, sociale, écologiste, bretonne et de renouvellement des pratiques politiques. La gauche alternative bretonne rassemblée doit être présente sous ses propres couleurs au premier tour des régionales. A l'UDB, nous y travaillons activement et nous espérons que les prochaines semaines permettront de rendre publique une dynamique très innovante de changement. Ce n'est que de cette façon que nous parviendrons, tous ensemble, à modifier le rapport de force à l'intérieur de la gauche au soir du premier tour des régionales. La composante sincèrement régionaliste du PS s'en trouvera d'ailleurs renforcée, face à ses « adversaires de l'intérieur ». Les conditions d'un regroupement de l'ensemble de la gauche au second tour seront alors réunies, avec un programme qui reflétera les attentes de cet électorat avide de changement dont le PS a perdu la confiance.

La gauche alternative, si elle sait se rassembler, est assurée de franchir le seuil des 5 % qui autorise la fusion au second tour. Bien mieux, dans la dynamique créée par la nouveauté d'une telle démarche, le seuil des 10 % peut être surmonté. Et qui sait alors si l'électorat ne placera pas cette gauche refondée et renouvelée en tête ? La Bretagne, alors, ne sera plus ce « nain politique » que tant d'observateurs de la réalité bretonne opposent au dynamisme de son expression culturelle.

K.G.

Bulletin d'adhésion

Rejoignez l'UDB !

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

.....

.....

.....

.....

A adresser à UDB, BP 80722, 44007 Nantes cedex 01, avec un chèque de 24 euro minimum.

Maternité de Paimpol : le ministre a tout faux !

Après la formidable mobilisation pour la manifestation du 15 février dernier (voir le Peuple breton de mars), le comité de soutien de l'hôpital de Paimpol a continué ses actions.

Face au mépris de Jean-François Mattéi qui a toujours refusé de recevoir les défenseurs de la maternité, le comité a décidé d'aller déposer les 22.731 signatures de la pétition réclamant l'annulation de la décision de l'Agence régionale de l'hospitalisation (ARH) le mercredi 12 mars à la sortie du Conseil des ministres. La délégation, prise en charge par la police dès sa descente du train à la gare Montparnasse n'a pas pu approcher du palais de l'Elysée. Seule une sage-femme a été autorisée à déposer les pétitions à l'accueil. La délégation a ensuite été reçue au ministère par le directeur de cabinet de Mattéi, mais, comme d'habitude, le dialogue de sourds s'est instauré.

Le 18 mars a eu lieu l'audience sur les référés-suspension, déposés par le comité de soutien et le conseil d'administration de l'hôpital, au tribunal administratif de Rennes. La directrice de l'ARH en personne est venue plaider la cause du ministère. Le 20 mars, le juge rend son ordonnance : le référé-suspension est accordé ! Dans l'ordonnance de jugement il est mentionné qu'apparaît, en l'état de l'instruction, que le ministre a commis une erreur de fait et une « erreur manifeste d'appréciation ». Le juge des référés conclut qu'il existe un doute sérieux sur la légalité de la décision et il ordonne que l'exécution de la décision du 12 février soit suspendue.

Il enjoint au ministre de statuer après une nouvelle instruction sur les recours hiérarchiques dans un délai de deux mois et, dans l'attente de cette décision, d'autoriser la poursuite de l'exploitation des 15 lits. L'Etat est condamné à verser d'une part au comité et d'autre part à l'hôpital la somme de 600 euro. Le lendemain de ce jugement le 21 mars, jour du printemps et jour où aurait dû fermer la maternité, le personnel de l'hôpital et le comité de soutien ont planté un arbre, symbole de vie, devant la maternité. Puisse-t-il croître et fleurir le plus longtemps possible.

Même s'il ne s'agit que d'un répit, nous ne pouvons que nous réjouir d'une telle décision. Face à la toute puissance de l'appareil d'Etat, face à l'engagement personnel du ministre de la Santé, la population a pu faire entendre sa voix. Cela prouve que la lutte paie, que face aux restructurations, face au démantèlement du service public, on peut, on doit se battre. Il s'agit bien d'un enjeu de société. Il s'agit de remettre l'homme au cœur des préoccupations d'aménagement du territoire. Ce combat est celui de l'UDB. Elle partage la joie de la population de Paimpol et, avec elle, continuera le combat.

Philippe COULAU

Dernière minute

Le Comité de soutien organise une réunion publique le 7 mai, à 20 h 30, à la salle des fêtes de Paimpol, avec la présence de Maître Sébastien Collet, avocat du comité. Le 15 mai : manifestation à Paris devant le ministère de la Santé pendant la tenue du CNOSS. Renseignements au 02.96.55.71.53.

L'UDB apporte son soutien à Xavier Leclercq

L'Union démocratique bretonne du pays de Morlaix et des Monts d'Arrée se félicite de la nomination de Xavier Leclercq à la présidence de « Produit en Bretagne ». Il est intéressant de constater que Xavier Leclercq a préféré s'engager au service du développement économique de la Bretagne, alors qu'il aurait pu couler une retraite paisible.

L'UDB se félicite de la volonté du nouveau président de « Produit en Bretagne » de vouloir développer l'action de sa structure sur les cinq départements de la Bretagne historique. Par ailleurs, l'UDB souligne aussi l'attachement marqué de Xavier Leclercq et des milieux économiques à la promotion de la culture bretonne à un moment où l'enseignement de la langue bretonne, réclamé par une écrasante majorité des Bretons, rencontre des obstacles institutionnels.

Pour l'UDB, les régions les plus dynamiques culturellement tireront leur épingle du jeu, face à la concurrence économique dans une Union européenne élargie. Enfin l'UDB espère que cela créera une dynamique économique sur le pays de Morlaix qui rencontre de sérieuses difficultés (fermeture de Bastide Electronique, menaces sur la société Géo).

Rejoignez l'U.D.B. !

Pour rejoindre l'UDB vous pouvez, bien sûr, **remplir le bulletin d'adhésion** qui paraît, chaque mois, dans ce journal et l'expédier à notre adresse nantaise. Mais vous pouvez aussi **préférer commencer par un contact personnel, direct**, avec nos militants. N'hésitez pas : ce mois-ci, nous vous donnons les coordonnées de nos **responsables de section en Morbihan** :

Section d'Auray :
Christophe Lacombe
06.87.74.79.77

Section de Lorient :
Sylvain Bertault
06.81.26.33.70

Section de Pontivy :
Jakez Mével
02.97.25.43.95

Section de Vannes :
Jean-Jacques Page
06.07.13.42.44

Par ailleurs, à l'UDB, le pays de Quimperlé-Moëlan est rattaché à la fédération du Morbihan.

Section de Quimperlé :
Isabelle Moign
02.98.71.16.59

●

Enfin, la Fédération du Morbihan dispose d'une boîte postale : BP 203 - 56102 Lorient cedex et d'un numéro de fax : 02.97.86.12.76.

Les adresses à utiliser

UDB
le parti d'une Bretagne autonome

Pour adhérer :
UDB - B.P. 80722
44007 Nantes cedex 01

Pour écrire :
UDB - B.P. 203
56102 Lorient cedex

Pour adresser un fax :
02.97.84.85.23

E-mail :
udbbzh@voila.fr

Nouveau site internet :
www.udb-bzh.net

DOSSIER
Première partie

Le modèle agricole breton en phase terminale ?

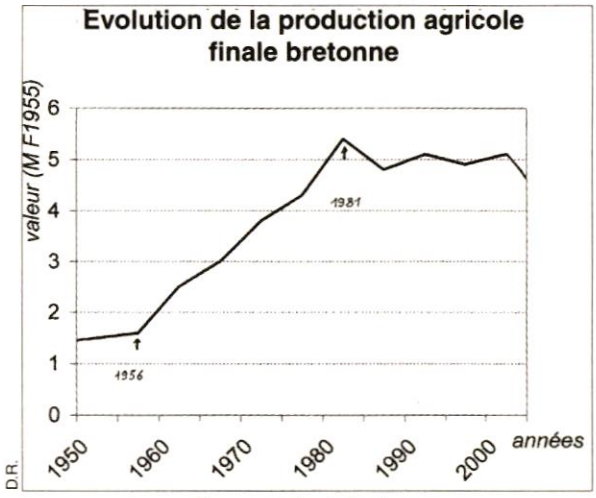
Alerte rouge dans les campagnes. On commence à voir se multiplier ces mois-ci des manifestations d'éleveurs laitiers ou de porcs, de poulets... C'est la partie émergée de l'iceberg que constitue le malaise économique d'une ampleur inégalée ressenti par la quasi-totalité de la profession, malaise plus accru en Bretagne qu'ailleurs.

Un découplage qui décuplera les difficultés

Le modèle breton de production intensive très intégré aux circuits internationaux, très dépendant des importations d'aliments et des exportations à l'échelle planétaire, se retrouve dans une impasse depuis longtemps prévisible. Que se passe-t-il ? La marge de compétitivité des exportations bretonnes ne cesse de s'amenuiser face à l'agressivité commerciale des pays agricoles émergents dont le Brésil, s'ajoutant à celle des pays libéraux traditionnellement exportateurs (USA, Nouvelle-Zélande...). Les cours baissent inexorablement alors que les coûts de production demeurent incompressibles ou augmentent en raison des nouvelles contraintes de mises aux normes environnementales.

Les politiques commerciales des grandes surfaces faussent le jeu des rééquilibrages de marché par des pratiques déloyales, voire illégales, ne permettant pas de répercuter les baisses de cours. Parallèlement, la réforme de la Politique agricole commune (PAC) suit son cours dans le sens d'une plus grande conformité aux règles édictées par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), inspirées par la théorie du libre-échange ultra-libéral. Dernière trouvaille à la mode, soutenue par le commissaire européen Fischler : le projet de découplage des aides. Chaque agriculteur se verrait attribuer un forfait d'aides liées à l'exploitation et non plus aux types et aux volumes de productions. En échange, il se verra contraint de suivre le rythme de la valse des cours mondiaux, à moins de trouver une niche commerciale locale lui assurant un sursaut de valeur ajoutée. Certains tenteront le grand saut capitaliste de l'agrandissement, de la concentration et de l'intensification, avec station d'épuration intégrée, dans le but de créer des économies d'échelles et le tout sans filet de protection. D'autres préféreront jeter l'éponge.

Au bout du compte, c'est le tiers au moins des exploitations qui seront amenées à disparaître à court terme ou moyen terme, soit par faillite ou abandon, soit par non-reprise.



L'essor agricole breton : l'effort collectif d'une génération de paysans.

Un enjeu considérable

L'enjeu économique et social est de taille pour la Bretagne toute entière : le complexe agro-alimentaire représente 58 % du chiffre d'affaires de l'industrie régionale et 16 % des emplois directs ainsi qu'une bonne part d'emplois indirects, et déjà des restructurations et des réductions industrielles sont en cours ou prévus, comme chez Doux.

La filière lait, si importante pour l'aménagement du territoire et la lutte contre la désertification des campagnes, n'est pas beaucoup mieux lotie. La politique de quotas serait prorogée pour une dizaine d'années, mais les cours mondiaux influencent inexorablement les prix européens en baisse régulière.

L'intégration des pays de l'Est à l'Union européenne représente une autre source d'inquiétude : de nouveaux marchés, activés par une probable élévation rapide des niveaux de vie, peuvent temporairement s'y ouvrir mais, à moyen terme, il est certain qu'une restructuration complète des systèmes de production sous l'égide de l'Union en feront de nouveaux partenaires et des concurrents redoutables.

Les pays à marchés émergents de l'ex-URSS, de l'Asie du Sud-est ou d'Afrique commencent à se prémunir contre la faiblesse des cours mondiaux qui handicapent leurs propres producteurs, en réclamant des mesures protectionnistes ou le démantèlement des aides américaines ou européennes à l'exportation. Inutile de préciser par le menu ce panorama : c'est un constat d'alerte mettant en évidence l'urgence de solutions politiques adaptées à la situation bretonne. Historiquement, le modèle agricole avait permis à la masse des populations rurales bretonnes de s'extraire de la misère.



Photo Mireille Le Liboux

Une nouvelle vague de désertification en Centre-Bretagne ?

Les courbes de croissance des valeurs ajoutées brutes des productions agricoles bretonnes traduisent bien l'évolution du modèle : toutes amorcent un véritable décollage dans les années 1955 pour aboutir à un pic en 1981/1984, années de quotas et de contingentements, puis vient une lente décroissance en forme de résistance pendant 20 ans. Aujourd'hui, c'est l'épuisement, la baisse prévisible de production, couplée à la baisse des cours, laisse prévoir dans la période 2003/2005 une nouvelle rupture suivie d'un fléchissement généralisé, comme celui amorcé par le poulet-export.

Le modèle agricole breton d'une productivité de masse au service du plus grand nombre est bien en phase terminale et la question conjoncturelle de la politique commerciale des grandes surfaces focalisant la fronde actuelle n'est que l'arbre qui cache la forêt. Bien entendu l'agro-alimentaire est lui aussi directement sur la sellette. Le découplage exploitation/production signifierait une nouvelle vague de désertification du centre-Bretagne, ferait surgir une agriculture à deux vitesses (sans compter la marche arrière, dirait-on pudiquement) et sans apporter de vraie réponse au véritable défi breton : gagner tant en production qu'en transformation la bataille de la valeur ajoutée et de la qualité.

Paul MINGANT,
porte-parole délégué
à l'économie de l'UDB

Scénario catastrophe : l'agriculture duale comme ligne d'horizon ?

L'évolution de l'aviculture illustre bien ce que pourrait être l'agriculture duale à deux vitesses. Confrontés à une crise sans précédent, les volaillers ont obtenu un plan de cessation d'activité pris partiellement en charge par l'Etat. Une sorte de plan social en urgence. Il s'ensuivra une nouvelle concentration des moyens de production aux mains de quelques dizaines d'agro-industriels intégrés gérant des économies d'échelles tandis que les éleveurs-paysans restant se consacreront à l'élevage sous label à forte valeur ajoutée, complétée par des subventions directes. Deux types de circuits commerciaux, deux statuts d'agriculteurs. L'organisation de la production et les structures correspondantes migreront vers ces deux pôles. Entre les deux, un terrain délaissé par des personnes exténuées qui y auront laissé des plumes et des ardoises.

Fiction ? Que nenni : la presse agricole se fait constamment l'écho des inquiétudes croissantes. C'est ainsi que le Comité régional avicole de Bretagne alertait dernièrement les pouvoirs publics de la " situation très grave " des élevages tandis qu'Agra-Industrie estimait que les abattoirs de volailles tournaient à près de 20 % de surcapacité et qu'il faudra envisager sérieusement la fermeture de gros outils.

Parallèlement d'autres filières risquent de connaître rapidement le même sort. Selon les Centres de gestion de Bretagne, 30 % des éleveurs de porcs sont endettés à plus de 100 %. Il existe bien un mécanisme d'écrêtement des crises sous le nom de Stabiporc mais, et c'est malheureusement significatif, les réserves en sont à sec. Là aussi pointe l'idée d'un plan de cessation d'activité mais un éleveur ne peut mettre en vente qu'un outil mis aux normes environnementales. Beaucoup seront obligés d'investir pour... se désengager tout en risquant un bradage des actifs : situation hautement intenable. D'autres continueront de subir un temps les mécanismes d'auto-exploitation trop courant en agriculture : vivoter à moins de 3/4 du Smic en tentant de continuer à faire travailler une énorme masse de capital investi tout en brassant de grands flux financiers. D'aucuns comptent sur la réouverture des marchés japonais et asiatiques après la fermeture à la viande européenne consécutive à l'épidémie de peste porcine pour regonfler les trésoreries mais l'on apprend que dans le même temps les exportations brésiliennes de porcs ont augmenté de... 80 %. Nous sommes bel et bien en pleine guerre mondiale du poulet et du cochon.

Des bombes à retardement

Quel que soit notre opinion concernant le choix du productivisme à outrance fait par ceux qui en deviennent les premières victimes, notre responsabilité politique est d'abord de prendre la mesure de la détresse humaine qui monte des campagnes. Et ici, tous ces déficits, toutes ces exaspérations et tous ces désespoirs sont autant de bombes à retardement. En y rajoutant une louche de découplage des aides et une incitation croissante à la libéralisation des marchés, la production se concentrera donc logiquement aux mains de ceux qui disposeront d'une assise suffisamment ample et solide en capital pour affronter les marchés internationaux et qui auront pu investir à temps dans des installations de traitement de lisier, des stations d'épuration et dans les pratiques de qualité sanitaire et de traçabilité.

Côté lait ou viande bovine, il faut s'attendre à un agrandissement généralisé des exploitations plutôt qu'à une simple bipolarisation en terme de structures : ici se combinent démographie agricole (nombreux départs en retraite non remplacés), démographie globale (stagnation voire régression de la consommation), concurrence internationale (baisse des cours, hésitation des possibles repreneurs), politique d'aménagement du territoire (quotas maintenus voire renforcés, aides directes de la PAC, contrats agriculture durable).

C'est la libéralisation croissante des prix, évoluant alors à la baisse, qui peut amener une tension entre deux attitudes : une fuite en avant vers une productivité maximale et le rachat systématique de quotas liés au foncier avec investissement dans les robots de traite ou a contrario le refuge dans une politique de maîtrise des coûts couplée à des techniques plus extensives (méthode Pochon) et à la recherche d'une meilleure valeur ajoutée (transformation ou vente directe, bio, label). Un abandon brutal des quotas laitiers ferait littéralement décupler cette tension tandis qu'une restriction des obstacles aux importations ouvrira toute grande la porte à un bœuf argentin bradé qui n'aura de cesse d'obliger les éleveurs à aller paître ailleurs.

Il est tout à fait possible d'évaluer dès maintenant le coût économique et social de l'avènement d'une agriculture duale et du découplage dans le cadre territorial de la Bretagne historique. La disparition brutale de toute aide aboutirait au même point. Une méga-catastrophe ! A l'horizon 2015 après une grave phase dépressive, le modèle agricole breton pourrait se rapprocher de celui des pays agro-industriels : 3 % de la population active, voire moins, en production directe soit en 12 ans une perte d'environ 30 000 emplois augmentée d'une perte de quelques milliers de postes dans l'agro-alimentaire et les services, du fait des restructurations prévisibles. Jusqu'à présent le dynamisme industriel avait permis d'absorber en partie la perte des emplois agricoles pendant que de nombreux jeunes devaient hélas se résoudre à l'émigration, les incertitudes concernant des pans entiers de l'économie bretonne également liés à la spéculation mondiale nous amènent aujourd'hui à exprimer un pessimisme réaliste.

P.M.

**Ce dossier se poursuivra dans notre numéro de juin.*

Du côté du C.U.A.B.

(Comité pour l'unité administrative de la Bretagne)

Le C.U.A.B. (qui dispose depuis le 7 février dernier d'une nouvelle Commission permanente) entend faire de l'année en cours une année de forte mobilisation.

Actuellement, la grande affaire, c'est la préparation de la forte manifestation populaire du **dimanche 22 juin à Nantes**. Le C.U.A.B. espère mobiliser dans les cinq départements bretons pour son unique revendication : **l'unité de la Bretagne** et le droit démocratique des populations à choisir les limites administratives et politiques de leur développement régional. Pour réussir cette manifestation (qui aura lieu un dimanche à 15 heures) avec comme objectif de peser sur le Conseil général de Loire-Atlantique pour qu'il participe à un processus de réunification qui passerait par un référendum local en 44 et dans la Région-Bretagne administrative, le C.U.A.B. tiendra plusieurs réunions **le samedi 17 mai à Redon.**

Une convention extraordinaire à Redon

Le lieu en est la Mapar (foyer de jeunes travailleurs), 6 rue Chantebel à Redon. Le matin à 10 h, quatre ateliers rassembleront les militants de l'unité bretonne. L'après-midi, conjointement aux travaux des adhérents, se tiendra une réunion des élus favorables à la réunification.

Des tracts et des affiches seront distribués à cette convention.

Renseignements auprès des comités locaux du C.U.A.B. ou du siège de celui-ci : C.U.A.B., 3 rue Harouys, BP 49032, 44090 Nantes cedex 1.

Un recours citoyen auprès de l'ONU

Des juristes bretons, en relation avec le C.U.A.B., lancent un recours devant le Comité des droits de l'Homme de l'Organisation des Nations Unies. Ce recours est individuel, gratuit et «apolitique». Chaque comité local du C.U.A.B. a déjà reçu des modèles de formulaire à diffuser auprès de ses adhérents. C'est Maître Yann Chouq, du barreau de Nantes, qui centralisera les démarches.

«Du breton dans ma télé !»

Ce collectif qui se bat pour le retour de l'émission " Red an amzer " sur la Loire-Atlantique, où les responsables de FR3 Ouest ont délibérément décidé de la supprimer pour servir les dirigeants de la pseudo région des Pays-de-la-Loire, a été reçue par Dominique Baudis, président du CSA (Conseil supérieur de l'Audiovisuel).

Le collectif a, en effet, lancé une procédure de mise en demeure de France 3 pour non-respect de son cahier des charges (en vertu d'une loi de 1986, modifiée en 2000, qui autorise les associations de téléspectateurs à saisir l'Autorité régulatrice). On attend le résultat...

Par ailleurs, 7 des 10 députés de Loire-Atlantique demandent le retour de la langue bretonne sur FR3 dans le département : Jean-Marc Ayrault, Marie-Françoise Clergeau, Claude Evin, Jacques Floc'h, Edouard Landrain, Jean-Pierre Le Ridant et Christophe Priou. Par ailleurs, le sénateur André Trillard, président du Conseil général de Loire-Atlantique, a aussi apporté son soutien.

Kénavo René !



D.R.

René Boulzennec, qui nous a quittés le 31 mars [1], à soixante ans, avait adhéré à l'UDB en 1982. Une affaire de famille, un peu, et en même temps un engagement qui allait de soi.

Ouvrier peintre industriel, il était naturellement syndiqué et les responsabilités ne l'ont pas attendu longtemps. Son sens politique profond et sa capacité militante n'ont pas davantage échappé à la fédération UDB de Loire-Atlantique : il fut responsable de la section d'Orvault, secrétaire de la fédération, responsable fédéral des publications, conseiller municipal d'Orvault, membre pendant plusieurs années du Bureau politique.

Il n'était pas pour autant le dernier à préparer la colle pour les tournées d'affichage et nous sommes quelques-uns à nous souvenir des jours qu'il a passés au 21 rue de Coulmiers, pour en faire un lieu agréable à fréquenter et digne de sa fonction de siège national du Parti.

Elu municipal, il était très présent dans son quartier de la Bugallière, dont il connaissait toutes les familles et où chacun savait pouvoir compter sur lui. La foule qui se pressait dans l'église d'Orvault, où son engagement à l'UDB fut cité en illustration de sa recherche de justice, en dit long sur le rayonnement de ce camarade aux idées claires, qui savait conjuguer le militantisme et une profonde bonté, les responsabilités et la disponibilité. Et qui savait être heureux en famille.

A la cérémonie d'adieux, notre camarade Brigitte Géléoc lut un émouvant petit poème de sa composition :

«Blanc et noir était coloré
Ton drapeau, au vent déployé
[...]
Voici un bouquet de pensées,
Une rose, en pétales jetés
Pour te dire notre amitié
Notre regret de te quitter »

« Le Peuple breton » présente à sa femme, Hélène, et à ses filles, le témoignage de notre amitié.

Michel FRANÇOIS

(1) - Voir le PB d'avril, qui a juste pu donner l'information.

Mais où est donc passé Jean d'Ust ?

A Saint-Nazaire en 1952, le groupe municipal communiste défendait le principe de conserver le nom de Jean d'Ust, héros local de l'indépendance bretonne, à une rue du centre ville !

Dans le cadre de la reconstruction de la ville, une soixantaine de rues nouvelles étaient à dénommer. Dans cette opération, le PCF demanda et obtint des rues Robespierre, Marat ou Stalingrad. Mais les communistes locaux n'étaient pas partisans de chasser Jean d'Ust de sa rue principale (pour en faire l'avenue de la République). Le PCF soutenait, lui, son héros local, le syndicaliste Henri Gautier et proposait une permutation pouvant « satisfaire à la fois les tenants de l'histoire locale et les partisans du progrès social ».

Le quotidien communiste « Ouest-Matin » écrivait le 4 juillet 1952 : « La question qui semble préoccuper le plus l'administration municipale est celle du nom à donner à la future artère principale. Certains reconnaissent à Jean d'Ust le droit du premier occupant, d'autres qui ont de l'imagination, voudraient en faire la rue de la République ou de la Nation. Nous proposons d'opérer une simple permutation. La grande artère deviendrait la rue Henri Gautier – de l'Hôtel de ville à la gare – tandis que Jean d'Ust descendrait à sa place, longeant les quais et aboutissant rue de l'Océan. "

Le conseil municipal, à majorité socialiste (15 SFIO) avec 7 communistes, 7 démocrates-chrétiens du MRP et 4 RPF (droite dure, gaulliste), décida de débaptiser son avenue principale qui devint l'avenue de la République, ce qui est effectivement la marque d'une grande imagination… Mais, dans l'affaire, Jean d'Ust n'a jamais retrouvé sa rue ou sa place à Saint-Nazaire ! Pour mieux faire passer ce passé qui ne passe pas, le lieu où se dressait le fort qu'il commandait, porte désormais le nom exotique de « Petit Maroc ». Cette dénomination, qui viendrait des pêcheurs douarnenistes installés dans le vieux Saint-Nazaire au début du XX[e] siècle, a été remise à la mode dans les années 80 par la « communication municipale ».

Pour boucler la boucle de la réécriture de l'histoire bretonne de la ville, ce lieu qui était au XIX[e] siècle peuplé de navigateurs et de pilotes, devient, selon la littérature officielle consacrée, « un pittoresque village de pêcheurs ». Brochures luxueuses à l'appui, on va nous expliquer que ces Nazairiens (ouverts comme tant de Bretons sur le monde depuis des siècles) ne sont sortis de leur rocher que par la grâce de Napoléon III, à qui on attribue même dans certaines de ces publications la création en 1862 des chantiers navals ! Et vive la France et tant pis pour l'Ecossais John Scott, fondateur de nos chantiers modernes…

Ce dernier pourra se consoler un peu puisqu'il vient, en 2000, de récupérer une rue, même un peu perdue entre le bassin de Penhoët et l'estuaire… Mais Jean d'Ust, figure emblématique de la fondation de la cité, rejoint dans le « politiquement incorrect » pour les nationaux-républicains, des hommes comme Creston, Kerviler, ou ces militants bretons morts en déportation qu'étaient Jean Chauvel et Pol Le Maguer. Il n'y a que les naïfs pour croire que ces grosses infidélités historiques sont involontaires. Il est vrai que les noms donnés aux rues ne sont jamais neutres : ne sont-ils pas un des vecteurs de transmission de notre identité collective ?

Hubert CHÉMEREAU

Qui était Jean d'Ust ?

A l'été 1380, une flotte castillane de 21 navires, forte d'un millier d'hommes, tente de prendre le Rocher de Saint Nazere* qui commande l'estuaire de la Loire et donc l'accès à Nantes, capitale de Bretagne. Cette attaque est la conséquence d'un traité entre le roi de France Charles V et le roi de Castille, ce dernier s'engageant à envoyer chaque année deux expéditions contre les ennemis du roi de France.

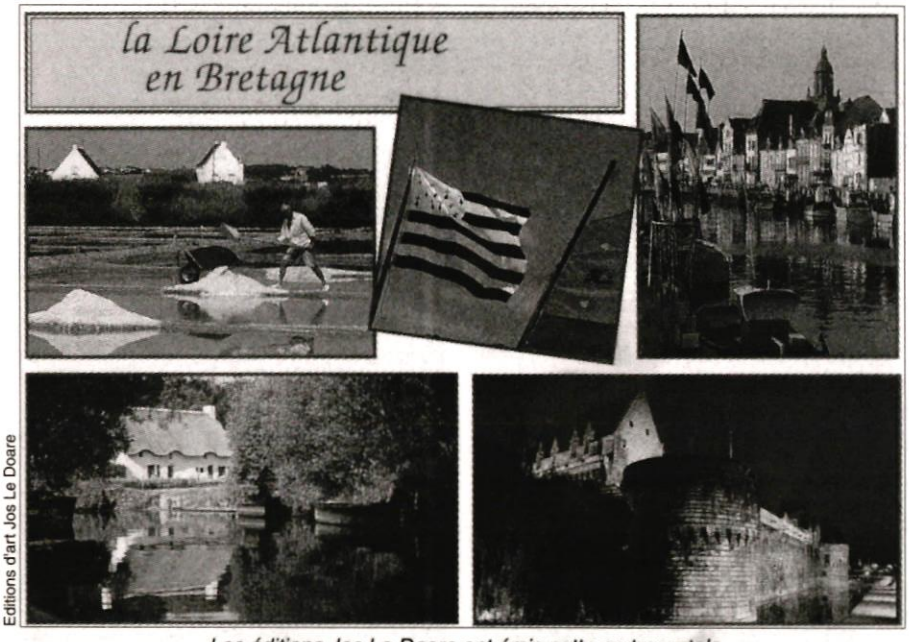
Jean d'Ust, qui commande le fort de Saint-Nazaire, se prépare en homme de guerre expérimenté à une résistance déterminée. Retranché avec une forte garnison, il fait flotter sur la plus haute tour du château la bannière de son souverain, le duc de Bretagne pour montrer aux assaillants sa volonté de repousser l'attaque. Sa résistance fut victorieuse. Cette page de l'histoire bretonne fut plus tard immortalisée par Guillaume de Saint-André, poète et secrétaire du duc breton Jean IV. Celui-ci, devant l'hostilité du roi de France, demanda l'aide des Anglais, comme il était prévu dans le traité d'alliance de Westminster, entre l'Angleterre et la Bretagne, du 1[er] mars 1380.

Le héros de cet épisode de l'histoire de notre pays est resté présent dans le souvenir nazairien jusqu'au milieu du XX[e] siècle. La municipalité organisa même, à l'occasion de l'inauguration du bassin de Penhoët en 1881, une cavalcade évoquant l'exploit de Jean d'Ust. De sa famille, très liée aux ducs de Bretagne, il nous est resté trois noms de lieux : le clos d'Ust, dans le centre de Saint-Nazaire, la lande d'Ust et le marais d'Ust en Brière. On comprend mieux alors qu'effacer de la mémoire nazairienne cette figure bretonne fondatrice de la cité, permet à la fois de communiquer aujourd'hui sur " une ville sans passé " et de faire l'impasse sur l'histoire de la Bretagne, avec ses implications locales.

H.C.

(*) *C'est ainsi qu'était écrit le nom sur les cartes de l'époque.*

(Remerciements à Jean Daniel – auteur d'une histoire de la ville : *« Attention ! Un Saint-Nazaire peut en cacher un autre »* -- pour ses lumières sur ces moments du passé nazairien).



Editions d'art Jos Le Doare

Les éditions Jos Le Doare ont émis cette carte postale particulièrement bien venue, dont on peut espérer que beaucoup de militants bretons (notamment en Loire-Atlantique) feront grand usage : le message est clair.

A l'occasion du rassemblement du 14 juin à Redon :

«Développement durable : aux citoyens de s'impliquer !»

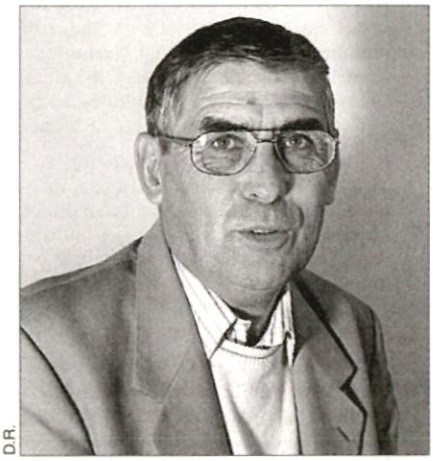
Est-il vraiment besoin de présenter Jean-Claude Pierre ? Cofondateur d'Eau et rivières de Bretagne dès 1969, de l'association Nature et culture en 1991 et du réseau Cohérence en 1997, membre du Conseil économique et social de la Région-Bretagne, il fut très tôt le promoteur de ce qui ne s'appelait pas encore le « développement durable ». Un concept en voie de banalisation et qu'il juge largement dévoyé par ceux qui n'aspirent qu'à faire « durer » le modèle économique ultralibéral en le couvrant d'une couche de peinture verte, au mépris des relations sociales et de l'éthique. C'est pour rendre au concept tout son sens que le réseau Cohérence et ses 96 organisations adhérentes appellent à un grand rassemblement populaire le 14 juin à Redon. Jean-Claude Pierre nous présente les enjeux de cette manifestation.

Le Peuple breton : ***Quatre ans après le rassemblement pour l'eau qui avait réuni 8000 personnes à Pontivy, le réseau Cohérence appelle à la mobilisation pour un développement durable le 14 juin à Redon. Qu'est-ce qui motive ce nouveau rassemblement et qu'est-ce qu'en attendent les organisateurs ?***

Jean-Claude Pierre : Le risque est grand de voir le concept de « développement durable » dévoyé, perverti par tous ceux qui surfent sur la sensibilité écologique. Leur objectif est de faire « durer » le modèle actuel de développement en le parant d'un peu de peinture verte, dans une logique de marketing.

A l'origine du concept, il y a l'expression anglaise « sustainable development » qui n'a malheureusement pas été traduite par « développement soutenable ». Du coup, on a perdu une notion de valeur, d'éthique. A la limite, pour des productivistes, l'énergie nucléaire est la plus « durable » puisqu'elle va imposer ses déchets à des centaines de générations…

Mais puisque c'est la traduction « développement durable » qui a été retenue en français, il faut mener le combat à partir de ce terme et en insistant sur le contenu qu'on entend, nous, lui, donner. Il ne s'agit pas seulement de réconcilier économie et écologie comme prétendent le faire des producteurs de Californie ou d'Andalousie dans d'immenses domaines agricoles qui emploient des travailleurs clandestins payés une misère. Pour le réseau Cohérence le développement durable ne peut se concevoir sans sa dimension sociale, non pas au sens caritatif du terme mais au sens d'un partage équitable de richesses.



D.R.

Jean-Claude Pierre.

Un exemple de développement durable « ici et maintenant », ce sont les chaudières à bois de Lorient qui chauffent les serres municipales depuis 2001 et un ensemble de bâtiments du centre-ville depuis février 2003 (hôtel de ville, nouvel espace culturel, tribunes du stade, futur espace aquatique et ludique). Elles sont une alternative écologique aux anciennes chaudières au fioul, elles fournissent un débouché pour les déchets locaux de bois non toxiques, elles favorisent l'entretien des sous-bois et des haies par la réutilisation des laissés d'élagage, mais assurent également une activité correctement rémunérée aux Compagnons d'Emmaüs qui se chargent de l'approvisionnement. Elles permettent en outre de réduire de manière significative l'émission de gaz à effet de serre. On touche aux trois dimensions du développement durable : l'économie, l'environnement, le social et même l'éthique.

C'est le type d'initiative que le réseau Cohérence veut encourager, en interpellant avec l'aide des citoyens les décideurs politiques, le monde économique, (chambres de commerce, des métiers et d'agriculture), les acteurs de l'économie solidaire (mutuelles, scops…) et diverses structures à vocation humanitaire (ATD-Quart monde, Secours populaire, CCFD) Il s'agit d'élaborer ensemble une pédagogie de développement durable, pour une éducation populaire qui soit à la hauteur des problématiques du XXIe siècle.

Cette mise en synergie, le réseau Cohérence l'a commencée en réunissant des acteurs économiques (agriculture bio et durable, bioconstruction), des professionnels de santé, des associations environnementales, des associations de consommateurs. Aucune organisation n'est évidemment capable, seule, d'infléchir le modèle actuel de développement mais, ensemble, c'est tout à fait possible. Dans cette perspective le rassemblement du 14 juin à Redon doit être l'occasion d'élargir le cercle.

Le P.B. : ***Le journaliste Marc Laimé vient de publier un livre assez retentissant au Seuil : « Le dossier de l'eau. Pénurie, pollution, corruption ». Il accuse les décideurs de négligence face à la montée régulière des taux de pollution (nitrates, pesticides, médicaments, métaux lourds) et de complicité avec les multinationales auxquelles ils confient de plus en plus de missions de service public (eau, assainissement, déchets, chauffage collectif, transports urbains, restauration collective, réseaux informatiques…). Faites-vous la même analyse ?***

J.C. Pierre : Le politique se dépossède peu à peu de ses attributions au bénéfice de technostructures privées. Le citoyen se rend compte que beaucoup d'élus ne remplissent plus totalement leur mission. C'est une explication à l'abstentionnisme et au discrédit qui frappent le politique et qui sont lourds de menaces pour la démocratie. Je ne suis pas partisan du plus d'Etat mais du mieux d'Etat. En France, mais aussi au niveau de l'Europe, au nom de la liberté on conforte la position du plus fort. On ne devrait pas utiliser le mot liberté tout seul. Il y a une liberté qui opprime les faibles et il y a un droit qui les protège. Face à la toute puissance du marché, il faut une nouvelle gouvernance qui associe démocratie représentative et démocratie participative. D'ailleurs le développement durable ne tombera ni du ciel, ni de Bruxelles, ni de Paris ; il n'existera que dans la mesure où, à l'échelle des territoires locaux, une majorité de citoyens s'y impliqueront, revivifiant ainsi la vie de la cité.

Propos recueillis par
Kristian GUYONVARC'H

Le programme du 4 juin, à Redon

A partir de 14 h : un défilé festif et convivial dans les rues de Redon. Pour s'informer et échanger : un village associatif sur le site de la « Croix des marins », avec un espace buvette et restauration « Cohérent ».

A partir de 21 h : un fest-noz, qui sera précédé d'animations musicales.

Pour se procurer tracts et affiches, contacter Cohérence (02 97 84 98 18). Cohérence invite à constituer des comités locaux de pays pour organiser la mobilisation en vue du 14 juin.

Jo Le Guen mis en examen !

Jo Le Guen a été mis en examen le 16 avril par Mme Siméoni, juge d'instruction, vice-présidente du tribunal de Grande instance de Paris, pour diffamation envers le bureau Véritas, pour avoir osé dire que le bureau Véritas délivrait des certificats de complaisance.

Il suffit de regarder la liste noire de bateaux poubelles publiée le 4 décembre dernier par la Commission européenne pour se faire une opinion : le bureau Véritas a certifié 14 des 66 bateaux figurant sur cette liste, ces bateaux totalisant 1.246 déficiences, soit une moyenne de 89 déficiences par bateau. Le pire d'entre eux, l'« Ain Temouchent » totalisant 190 déficiences ! Le bureau Véritas, qui se targue d'un grand professionnalisme ferait bien d'expliquer aux victimes des marées noires sur quels critères ces certificats ont été accordés...

Le Président Chirac lui-même déclarait le 3 janvier dernier : « La France et l'Europe ne laisseront pas des hommes d'affaires véreux, **des voyous des mers** profiter cyniquement du manque de transparence du système actuel ». Il a donc souhaité que « les capitaines, les propriétaires, les affréteurs de bateaux poubelles, **les sociétés de classification** » soient « poursuivis et sanctionnés pénalement de façon exemplaire ».

Par ailleurs, voici un extrait des conditions générales de la direction marine du bureau Véritas : « Article 6.1 : Ni la société ni aucun de ses collaborateurs ou agents **ne garantit l'exactitude des informations** et avis fournis à l'occasion de la prestation par la société de ses services. » N'est-ce pas là la porte ouverte à toutes les complaisances ? C'est comme pour les marées noires, ils ne sont pas responsables...

Il est temps que l'on appelle un chat, un chat et un certificat de complaisance, un certificat de complaisance, si l'on veut un jour assainir le transport maritime.

D'après KEEP IT BLUE

RECTIFICATIF - Le mois dernier, une coquille s'est glissée dans l'intitulé de l'adresse internet du site de Jo Le Guen : il faut lire (et faire) **www.keepitblue.net**

Porcherie à Guitté : le scandale de l'extension

Fin février, le Comité départemental d'hygiène, chargé de donner un avis autorisé sur les dossiers ayant trait à l'environnement, se prononce défavorablement au projet d'extension d'une porcherie située à Guitté (22), dans le périmètre de protection du captage d'eau de Rophémel. La préfecture des Côtes-d'Armor a cependant accordé son visa à cette extension, passant outre à cet avis négatif.

Le fait que le promoteur du projet soit le fils du vice-président de la Coperl (la plus grosse firme agro-industrielle dans son domaine) et n'est peut-être pas étrangère à cette décision aberrante. Dans le contexte de dégradation continue de l'environnement breton, ce passe-droit est source de scandale. Le P.B. publie ci après le communiqué de presse de VIE et de la FAPEN sur ce sujet brûlant.

« La signature par le préfet des Côtes-d'Armor de l'arrêté d'extension d'une porcherie industrielle située en bord de la retenue de Rophémel qui fournit 15 % des besoins en eau potable de l'Ille-et-Vilaine fâche les associations de protection de l'environnement du département.

L'association locale VIE (Vivre en intelligence avec l'environnement) et la FAPEN (Fédération des associations de protection de l'environnement et de la nature) considèrent cette décision des services de l'Etat, non seulement comme une aberration écologique et économique, mais également comme un manque de considération de la société civile.

Aberration écologique, car l'installation située dans le périmètre de protection du captage d'eau et en surplomb du lac de Rophémel impliquait, comme l'a fait savoir la ville de Rennes, le principe de précaution. La pollution olfactive, visuelle et sonore est incompatible avec le caractère touristique du site. L'exploitant ne dispose d'aucune terre en propre pour l'épandage comme l'exige la réglementation. Aucun bilan agronomique prévisionnel ne permet de s'assurer de l'innocuité des épandages réalisés sur les terres mises à disposition.

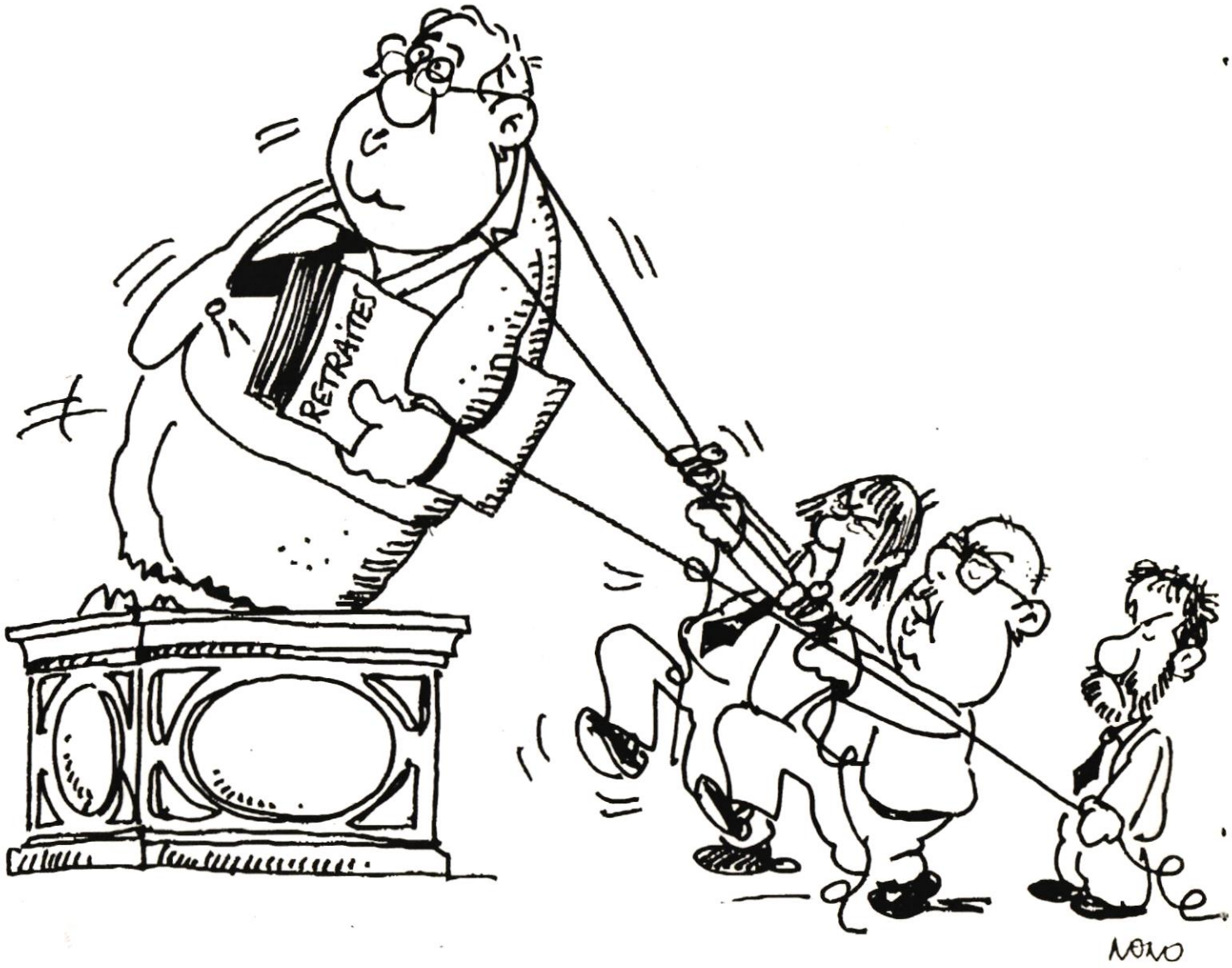
Aberration économique, car il faut rappeler que les moyens de résorption, dont les investissements sont supportés en partie par la collectivité, sont réservés aux exploitations en excédent d'azote organique. Or, en l'espèce, l'exploitant de Guitté n'était pas assujetti à cette obligation. Ce dernier a néanmoins demandé la construction d'une station de traitement assortie d'une extension (134 % de porcs charcutiers en plus). Une telle démarche qui fait supporter un développement personnel aux frais de la collectivité est contraire à l'esprit de la Directive européenne. En effet, le traitement ne doit pas être source d'augmentation de cheptel.

Manque de considération de la société civile, car il est inadmissible que les doléances des proches voisins de la porcherie (nuisances olfactives) n'aient pas été prises en compte par les services de l'Etat. Le lourd et coûteux processus d'enquête publique ne serait-il qu'une mascarade ? Le désaveu du Conseil départemental d'hygiène qui a majoritairement donné un avis défavorable à ce dossier nous laisse perplexe. D'autres motifs seraient-ils à l'origine de cette décision inattendue ?

En tout état de cause, nos associations pensent que le droit des citoyens devra être préservé dans cette affaire.

VIE-FAPEN »

Avril... vu par Nono



Privé de public

La guerre ouverte en France, comme ailleurs, contre la sphère publique de l'activité économique et sociale s'intensifie. Elle a pris un tour nouveau, dans la forme au moins, avec le Syndrome raffarinoïde aigu sévère (SRAS). L'attaque contre les retraites, présentée comme une réforme nécessaire, n'est que le dernier avatar de la longue marche entamée voilà plus de vingt ans déjà et qui mènera vers la disparition quasi-totale de l'action publique dans des domaines soustraits aux appétits privés au cours du siècle dernier.

Dans cette affaire, le gouvernement de M. Jean-Pierre Raffarin affiche clairement sa volonté en choisissant délibérément de ne rien changer au partage de la richesse produite chaque année en France par une population active toujours plus malmenée. Depuis quinze ans, cette richesse mesurée par la valeur ajoutée est de plus en plus mal répartie puisque la part qui rémunère le travail en son sein se dégrade d'année en année au profit – c'est le cas de le dire – de la part qui rémunère le capital. Les cotisations pour la retraite n'étant prélevées que sur les revenus du travail et la part de ceux-ci dans la valeur ajoutée étant en baisse, on ne peut que rencontrer un problème de financement des retraites. En allongeant la durée de la vie active et celle des cotisations, ce que le gouvernement cherche à préserver avant tout ce n'est pas le système des retraites par répartition mais les revenus du capital privé. Celui-ci gardera ainsi intact son potentiel lui permettant un jour d'accueillir à bras ouverts et à moindre coût un système devenu entre-temps moribond. Ajoutons que par cette méthode on rend responsables les salariés de la lente dégradation des comptes de la branche «vieillesse» de la Sécurité sociale, due en réalité au développement régulier de la masse des chômeurs-précaires-exclus.

Dans le domaine de la tentative de culpabilisation de catégories en même temps montrées du doigt à l'opinion publique, qui trop souvent n'attend que cela pour mettre un nom sur son malheur, il est un autre homme distingué. Lors de son passage à la télévision pour défendre son projet – deux heures durant la semaine dernière –, le ministre de la Fonction publique, M. François Fillon, voulant montrer qu'il ne saurait y avoir en matière de retraite des travailleurs exonérés de l'effort national, prononça une phrase étonnante concernant une catégorie privilégiée dont le privilège doit enfin tomber. Il nous dit : «Les fonctionnaires vivent parmi les Français.» Les journalistes ne marquèrent aucun étonnement face à ce truisme ministériel qui est bien sûr beaucoup plus qu'un truisme. Que n'entendrait-on – à juste titre – si un collègue de M. Fillon, par exemple M. Nicolas Sarkosy, déclarait tout de go : «Les Beurs vivent parmi les Français» ?

Rien d'étonnant à ce manque d'étonnement journalistique. Hormis le fait que l'on ne désigne pas n'importe quel journaliste pour «soumettre» un ministre à la question et que la révérence de la plupart des journalistes à l'égard du pouvoir n'est plus à démontrer, la véritable explication se situe ailleurs : le terrain a été patiemment préparé, tout au long des vingt dernières années, pour que certaines questions éminemment politiques n'apparaissent plus que comme des objets de discussions naturels, traités à l'aune du bon sens le plus vulgaire. Les fonctionnaires cotisent moins longtemps à la retraite, ils sont donc des privilégiés comme l'étaient les autres salariés jusqu'en 1994 quand ils se sont laissés gentiment déposséder de cet exhorbitant privilège. Les premiers doivent aussi le perdre, ça ne se discute pas ! Les retraités sont de plus en plus nombreux par rapport au volume des cotisations ; il faut donc que les salariés travaillent plus longtemps ou cotisent plus lourdement ou les deux à la fois, ça ne se discute pas ! Ça ne se discute tellement pas que les sondages destinés à mesurer l'état de l'opinion sur ces questions apolitiques ne posent que des questions sur ce que les Français pensent des réformes proposées par M. Fillon et ne cherchent jamais à savoir ce que ces mêmes Français pensent des propositions des syndicats à propos de cotisations prélevées sur les revenus du capital. On ne les questionne jamais non plus sur la baisse des cotisations accordée aux employeurs. Mais là on ferait à nouveau de la politique tandis que l'on a décrété que cette matière n'en relevait décidément pas.

L'Etat doit jouer un rôle mineur puisqu'il est réputé inefficace, il doit s'effacer devant l'efficacité avérée de l'entreprise privée. Ces évidences-là devraient nous faire craindre que le raffarinisme ne soit rien d'autre que le dernier stade de ce que Pierre Bourdieu a nommé «la politique de dépolitisation». Si M. Fillon mène à bien son funeste dessein, alors rien n'arrêtera plus le retour de la toute-puissance du capital que le dix-neuvième siècle a célébré avant que des luttes politiques, sanglantes mais nobles, ne parviennent à le civiliser. Si Mme Ségolène Royal était restée socialiste – l'a-t-elle été un jour ? – elle aurait pu rappeler tout cela quand elle fut «opposée» à M. Fillon devant les caméras. Hélas ! une objective complicité sur l'essentiel l'en empêcha. Elle ne pourra demain que constater, avec beaucoup d'autres, qu'une société privée de l'action publique nécessaire à sa régulation ne peut être que barbare pour la majorité des siens. En résistant aujourd'hui, on évitera de devoir se résigner demain.

Yann FIÉVET

POBL VREIZH

An Hani Kozh

"Keuz 'm eus
Keuz bras 'm eus bout lezet kement a c'helloud
get ar Chilian Pinochet
get ar Serb Milosevic
get Kabila e Brazza
get Saddam e Bagdad
get Bush en Teksas.

Ar c'hado brasañ em eus raet dehe, ar frankiz, ar gelloud da gariñ, petra o deus-hé gwraet anehoñ ?

Ar benveg da hadañ troeit da zisplantiñ !

Ar benveg da balat troeit da zismantriñ !

Ar benveg da eostiñ troeit da Attilaiñ !

Ar benveg da zougen troeit da gountelliñ !

Ar benveg da flourikat troeit da blantiñ korv Klylemnestr !

Gober ac'hanoc'h un **Ti-savour**, ur masoner, un ijinour da se – vel tier, trevioù ha kêrioù, setù pezh a oa 'barzh ma fenn pa 'm eus ho kroueet. Ha setu Sarmakant distrujet get Gengis Khan ! Ar jeni raet dehoñ troeit d'an distruj !

Gober ac'hanoc 'h un **Tad** é vagañ, é sevel, é tesevel, sint plom ha fiziapl d'ar re vihan, dorn sur d'o c'hondu. Ha setu Konomor é lazhañ ar c'hrouadurioù e korv Trifin ! Pet Trifin e Santiago, Belgrad, Bagdad... ! Ha setu kondaonet d'an naon ha d'ar sec'hed bugale an Irak, miliadoù anehe.

N'oc'h ket 'vit ranniñ nag an argant nag al labour etredeoc'h, ha lezet' vez genoc'h àr vord hent al labour milionoù a dud él doc'h nitra 'met en Europ. "Liberté" 'peus skrivet bras àr dier-boutin ho proioù, àr dalioù an tier-kêr. Ya, skrivet eo deoc'h 'lies mes skriv ne servij da mann amañ, ret eo reiñ d'an dud an tu da zibab.

Nag an argant nag an eskemmoù-argant troeit da c'hoarioù ! An argant zo dehoñ ur pal hepkén : servij doberioù liessort ar dud. Ha bremañ ne ra ket 'met troiñ él ur belotenn etre bizied un nebeudad ec'h c'hortoz ken ne greskay o c'henlodennoù amañ pe a-hont. An argant, gwraet 'vit servij, 'vit kroueiñ, 'vit bravaat ar vuhez, ne ra ket kén 'met redek a zaouarn da zaouarn hep kroueiñ tra 'bet...

'H an da gas ur bagad pitbulloù arajet da chaokat krizv ar golden boys !

'H an da gas ur bagad pitbulloù arajet da chakat krizv ar petrol cow-boys Bush, Cheney heg ar re 'rall !

Ar pittbulloù n'em eus ket keuz bout o c'hroueet.

Mabden 'm eus keuz, 'lies, 'lies... "

Eme en Hani Kozh

Herri AR BORGN

Nevezamzerioù

War vord un hent bras
E Breizh
Bugale gant ticheurtoù Coca-Cola
Has kastetennoù amerikan
A ginnig bokedoù roz-kamm
D'an dremenidi en o c'harr tan
Evit un dornad gwenneien europat
Heol sklaer miz Meurzh
A vousc'hoarzh d'an douar
Un aezhenn glouar
Enni holl frondoù an nevez-hañv
A red war ar maezioù o c'hlazañ
Seder ha laouen
Ar vugale a vouskan
Trouz arc'hant en o godelloù
Tri mil kilometr eus amañ
E Bagdad
Bugale all bugale heñvel
Rak bugale 'zo bugale
Kluchet e toulloù kuzh teñval
Daoulagad diskoelfet
Gant ar spont hag an anken
A c'hortoz
A c'hortoz petra ?
Er-maez ar brezel a ra e reuz
Luc'hed ha kurun
Houarn dir ha tan
Ijinet gant spered klañv
Mab-den
A darzh
En oabl ruz skarlek
E poultrenn melen rous
Traezh-avel ar gouelec'h
Ar vugale-mañ
N'o deus ket a vleunioù
Da ginnig
Nemet petalennoù gwad
O kouezhañ takenn ha takenn
War an douar
En dro dezhe.

Fañch PERU

Pont ar Stivell, Berc'hed, d'ar meurzh 25 a viz Meurzh 2003.

STADOÙ-UNANET-AMERIKA
Bro c'halloudusañ ar bed

Peadra a zo da vezañ feuket gant emzoug ar Stadoù-Unanet. Klask a ra ar riez-se lakaat he lezennoù da dalvezout evit ar bed a-bezh endra ma chom diseblant ouzh kinnigoù ar broioù demokratel all, ha pa vefe kreñvoc'h o fouez hollek eget he hini. Evel-se e nac'h Washington sinañ nouspet emglev etrebroadel evel emglev Kyoto evit dazont an hin, an emglev diwar-benn ar misilioù, an emglev o sevel al Lez Kastiz Etrebroadel, an emglev diwar-benn ar minoù enebden, an emglev diwar-benn an armoù bihan o gobari, an emglev diwar-benn an armoù biologel, an emglev evit berzañ implij an armoù nukleel, met n'eo ket chalet oc'h implij an nerzh a-enep ur riez all hep soursial ouzh ali ar gumuniezh etrebroadel pa vez hec'h interestoù dezhi da zifenn. Un impalaeriezh eo deut ar Stadoù-Unanet da vezañ ha sellout a ra Washington ouzh ar riezoù all evel ouzh sujidi dezhi.

Ne oa ket ken digor hag hiziv ar Stadoù-Unanet war an diavaez er bloavezhioù 1950 ha 1960. Bras a-walc'h e oa o marc'had diabarzh evit lakaat da dalvezout an teknologiezh uhelañ hep na vije ezhomm da ezporzhiañ. Kalz madoù ne oa nemet o embregerezhioù evit o c'hinnig. Liesseurt eo chomet nerzhioù industriel ar Stadoù-Unanet, met en em astennet eo ar marc'had evito en estrenvro. Gant an termen lakaet da prantad an aotarkiezh ekonomikel e tivizas pennoù industriezh ar Stadoù-Unanet lakaat ar pouez war lod eus o binviji-produiñ, ar re a c'houlenne ar skiant-prenet uhelañ endra ma lezent da enpozhiañ muioc'h muiañ a vadoù ne oa ket ezhomm eus labourerien hir o amzer-stummañ evit o fardañ. Derc'hel a rae an Amerikaned an nerzhioù klask war o ziriad met implij a raent emastenn an darempredoù kenwerzhel etrebroadel evit terriñ kalz eus o ezhommoù gant danvezioù enporzhiet izel o c'houst, hag ouzhpenn-se kinniget alies gant embregerezhioù sujet d'o re. Ul lodenn vras eus an eskemmoù etrebroadel a vez graet etre an embregerezhioù hag o stalioù-labour digoret er c'hornadoù izel koust ar goproù enno (e 2001, 47% eus an enporzhiadurioù ha 31% eus an ezporzhiadurioù). Bras kenañ eo pouez ar servijoù en eskemmoù-se. C'hwec'hkementet eo bet ar c'hounidoù ganto etre 1987 ha 2000. N'eo ket souezhus ar berzh-se. An dibab graet ganto d'en em arbennikaat war al labour ijinañ a ro tu dezho da vezañ eus ar re c'hreñvañ war marc'had ar brevedoù.

Lezennoù evit ar bed a-bezh

65.000 a gompagnunezhioù liesvro a zo war an douar. Dont a reont eus 67 bro ha mestroniet e vez ganto 850.000 a izembregerezhioù e 175 bro. Ouzhpenn an hanter eus ar re binvidikañ anezho a zo renet er Stadoù-Unanet hag ul lodenn vras eus ar merkoù brudetañ er bed a zo o tont ivez eus ar vro-se. Lod merkoù amerikan evel Nike n'o devez ket ezhomm o ferc'henned d'ober war-dro labouradegoù en o c'hompagnunezh. Ne implijont nemet kenwerzhourien ha mererien endra ma fiziont an ober e-barzh embregerezhioù diavaez. Implijet eo bet o nerzhioù ekonomikel gant ar Stadoù-Unanet evit stummañ lezennoù an eskemmoù kenwerzhel etrebroadel diouzh o doare. Al lezennoù etrebroadel war ar brevedoù a glot brav gant ar pezh o deus ezhomm an embregerezhioù



AP/John Moore

amerikan evit astenn o berzh dre ar bed a-bezh. Seul vrasoc'h eo galloud ar Stadoù-Unanet en eskemmoù-se, ma vez implijet o moneiz dezho evito. Ar c'holloù war dachenn ar madoù oberiet a zo bet pevarc'hementet dindan dek vloaz hep na vefe chalet an armerzhourien gant un hevelep emdroadur pa ne vire ket ouzh ar c'hresk ekonomikel da zastum lusk. Dont a ra ar Stadoù-Unanet a-benn da veveziñ kalz muioc'h a zanvezioù eget ma produont dre sachañ war o zu gounidoù al labouradegoù digoret gant o embregerezhioù en estrenvro, ha dreist-holl espern ar c'hornadoù industriel all. Ne vez ket an espern-se evit degas nerzhioù nevez d'ar binviji-produiñ ken, met evit skañvaat samm an tailhoù ha kreskiñ nerzh-brezeliñ ar vro. Dispign a ra Washington evit hec'h Arme ur yalchad kevatal he zalvoudegezh ouzh hini 3,5% eus hini produadur diabarzh kriz ar vro, da lavarout eo kement ha talvoudegezh hini Rusia. Uheloc'h uhelañ e teu live teknologel an armoù amerikan eget hini ar re ijinet er broioù all.

Ar re binvidikañ aet pinvidikoc'h

Diavaezet eo bet an ober industriel gant ar c'hompagnunezhioù amerikan. Er prantad araok enkadenn ekonomikel ar bloavezhioù 1930 e veze graet 44,5% eus ar produadur industriel bedel er Stadoù-Unanet, endra ma veze graet 11,6% anezhañ en Alamagn, 9,3% e Breizh-Veur, 7% e Bro C'hall, 4,6% en Unaniezh Soviedel, 3,2% en Italia ha 2,4% e Japan. Dek vloaz ha tri ugent pelloc'h eo aet izeloc'h ar produadur industriel amerikan eget hini Unvaniezh Europa hag e chom a-boan uheloc'h eget hini Japan. N'eo ket bet diefed digoridigezh an ekonomiezh war an diavaez war framm sokial er Stadoù Unanet. Aet eo pinvidikoc'h ar re binvidikañ endra ma tigreske pouez ar renkadoù krenn er gevredigezh. N'eo ket en em astennet an difred pa oa bet kollet milion a bostoù-labour war an dachenn industriel dre ma voe kinniget kemend-all anezho war ar dachenn ar servijoù. Met gopret izeloc'h e oa ar re-se diwezhañ ha digreskiñ a reas pouez ar renkadoù sokial etre er gevredigezh amerikan. Tremenet eo al lodenn eus ar c'horvoder broadel aet gant ar 5% pinvidikañ eus an Amerikaned, eus 15,5 % anezhañ e 1980 da 21,9% e 2000 hag hini an 20% pinvidikañ eus 43,1% da 49,4% anezhañ.

En e studiadenn ziwezhañ e klask an demografour Emmanuel Todd lakaat da gompren emañ ar Stadoù-Unanet war o diskar. Hervezañ eo tonket Eurazia da vezañ takad ekonomikel kreñvañ ar bed dre vodañ industriezhoù Europa ar Chornôg, re Rusia ha re Azia ar Reter e-barzh un etredalc'h. Pa vo tizhet un live uhel gant an takad-se e c'hello ober hep harp ar Stadoù-Unanet. Gant un hevelep emdroadur e kollo Washington ar veli bolitikel etrebroadel gounezet oc'h ober war-dro talbennoù liesseurt ar Brezel Yen. Ne vo ket mui ezhomm eus Amerika evit degas un nerzh kreñv d'an darempredoù ekonomikel etrebroadel endra ma kresko sujidigezh ekonomiezh ar rannved-se da hini Eurazia. Beli etrebroadel ar c'hompagnunezhioù amerikan a laka da gompren koulskoude n'eo ket anat emañ ar Stadoù-Unanet war an diskar. Breskoc'h eo deut da vezañ o stad, gwir eo, met kreñv e chom o nerzhioù.

Paol AR MEUR

●

Les U.S.A veulent imposer leurs lois aux autres pays mais refusent de signer les traités internationaux proposés par ces autres pays quand ils déservent leurs intérêts.

EVIT AR VUGALE HAG AR RE ALL

Kenderc'hel a ra *An Here* da ginnig d'an dud levrioù evit ar vugale. Skrivet ha skeudennaouet gant Marie-Dominique Arros, setu *«Ar Familh Alberto»*. Ur familh divemor ! Tri levr : *«Pelec'h 'ta eo chomet disglavier an aotrou Alberto ?»*, *«Pelec'h 'ta eo chomet skubellenn an itron Alberto?»*, hag ivez, *«Pelec'h 'ta eo chomet malizenn an itron Alberto?»*. Gwall nec'het ha mantret an itron hag an aotrou Alberto, ken implijet ma vez an diaglavier, ar skubellenn hag ar valizenn. Hag evit bep seurt a zigarez. Ha meur a zra da gavout er skeudennoù. Levrioù da vezañ lennet d'ar vugale vihan.





◆

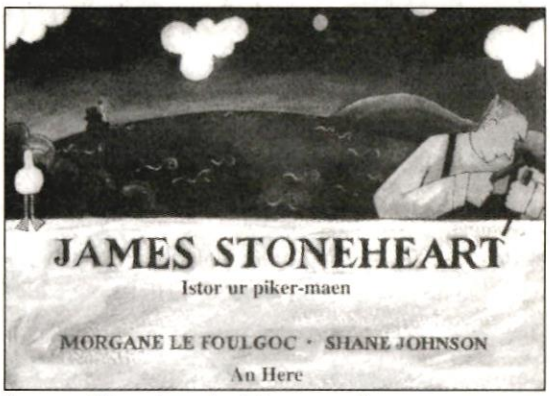


Embannet ivez gant *An Here* daou levr evit bugale un tammig koshoc'h. Skrivet ha skeudennaouet gant David Jambon (brezhoneg gant Cédric Sinou). «Gireg al livour bihan.» C'hoant en deus Gireg da vezañ ul livour brudet. Ken brudet, da skouer, ha Vincent Van Gogh !... Skoazellet e vo gant ur c'hizeller kozh. Ra brudet e vo, da gentañ, da nebeutañ, en e skol hag en e barrez, ur barrez eus bord ar mor.

«Diwar neuze e konter penaos, er skol-mañ, e felle d'ur paotrig mont da livour ha penaos en doa kaset e sorc'henn da benn».

Evit e blijadur hag hini e gerent !

◆



«James Stoneheart, istor ur piker-maen» a zo bet skrivet gant Morgane Le Foulgoc, (brezhoneg gant Cédric Sinou) ha skeudennaouet gant Shane Johnson. Un istor e Bro-Iwerzhon. «James», peogwir e oa e anv biban, ha «Stoneheart», peogwir e talv kement ha «kalon maen».Strobinellet ar paour kaezh James, ha deut da vezañ mut !...

Kejal a raio gant *«ar paotrig e vlev evel an heol»*. Ha deut int da vezañ mignoned. Ar pezh ne blije ket d'an aotrou Person. Kollet e vignon gant James. Adkavet e vo a-benn ar fin. Ha, burzhud! deut eo James da gomz endro.

Un den dreist e oa : *«Goude an dro-se, ne oa ken kaoz er porzh bihan nemet diwar-benn ar piker-maen hegarat. Hegarat-kenañ zoken, eme lod. Diwar neuze e voe lesanvet James Goldenheart»*.

«James», evel just, peogwir e oa e anv bihan, ha «Goldenheart» peogwir e talvez kement ha «kalon aour».

◆



Kenderc'hel a ra ivez *Bara Gwin*, atav «Dirollet, divergon, destroy». An niverenn 3, Meurzh, Ebrel, Mae a zo al lodenn vrasañ anezhi diwar-benn Nolwenn, (Nolwenn Korbell, evel just, aktourez, kanerez, sonerez, plac'h an tele). *«Ael du pe ael gwenn. C'hoant ho peus da bakañ korbell ganti»*. Ur pennadkaoz hir awalc'h (7 pajenn war 16 en niverenn !) Bevbuhezek. Kavet e vo ivez *Baranews*, da skouer : *«Piv eo ar brezhoneger seksiañ war an tamm douar-mañ ?»* Hag *Bara Tomm*, da skouer ; *«D. Vronn eo bazh-valan Jet-Set Breizh!»*

Farsus, fentus, hep bezañ ken gros ha ma kredfe lod. Siwazh dezo, marteze ?

Glaoda MILLOUR

ARROS Dominique. *Ar Familh Alberto. Pelec'h 'ta eo chomet disglavier an aotrou Alberto? Pelec'h 'ta eo chomet skubellenn an itron Alberto? Pelec'h 'ta eo chomet malizenn an itron Alberto?* 28 p. pep hini.(24x21) 10 euro, An Here.

JAMBON David. *Gireg al livour bihan.* 30 p.(21x30). 11 euro, An Here.

LE FOULGOC (Morgane) JOHNSON (Shane). *James Stoneheart, istor ur piker-maen.* 30 p. (21x30). 12 euro, An Here.

BARA GWIN. Koumanant bloaz. 12 euro. (4 niverenn). 80 straed Massillon, 29200 Brest.

Une initiative à développer

Le Conseil général du Finistère vient de lancer une opération chèque-revues afin de favoriser la lecture en breton.

D'ici à fin décembre 2003, les 1.000 premières personnes désireuses de s'abonner à l'une des trois revues éditées par l'association Keit vimp bev (« Rouzig » pour les 3-8 ans, « Louarnig » pour les férus de découverte dès 8 ans, et « Meuriad » pour les jeux et les B.D. dès 10 ans) se verront aider à hauteur de 50 % sur un abonnement de 6 mois.

Les personnes intéressées peuvent se procurer des chèques-revues de plusieurs façons : soit en prenant directement contact avec « Keit vimp bev », soit auprès du correspondant de l'association dans l'école bilingue du secteur (bilingue privé, public ou Diwan). Ils joignent à ce chèque-revue un chèque de même montant tiré sur leurs propres deniers et envoient le tout au siège de l'association en précisant bien à quelle revue ils pensent s'abonner.

En retour, l'association renvoie une attestation de mise en place de l'abonnement.

Cette pratique originale n'a cours que dans le seul Finistère. Espérons que les autres départements et la Région prennent bientôt exemple sur ce modèle. Cela semble vraiment un moyen efficace de développer les lectorats et d'assurer la pérennité des revues.

Keit vimp bev, 29520 Laz.
tél. 02.98.26.87.12, fax 02.98.26.80.35,
e-mail : keit-vimp-bev@wanadoo.fr

Une réaction à écouter

Annaig Le Gars, militante UDB, maire-adjointe de Pluguffan (29) a adressé le 14 avril la lettre suivante au président du Conseil général du Finistère :

« Je me permets de vous adresser quelques observations au sujet de votre initiative annoncée vendredi dernier, de consacrer ce mois d'avril (déjà bien entamé) à la langue bretonne. D'abord pour vous en féliciter, en écho à l'énorme manifestation du 22 mars à Rennes, où nous fûmes plus de 15.000 à affirmer notre volonté de ne pas voir disparaître notre langue. Les élus, et vous en avez manifestement conscience, ont leur responsabilité dans cette lutte démocratique, pour relayer les aspirations de la société civile et des associations.

Pourtant, malgré ces apparences favorables, les nuages s'accumulent sur la langue et la culture bretonnes. Diwan risque d'être acculé à la faillite si une solution financière n'est pas apportée rapidement. L'avenir du collège à Kemper n'est toujours pas résolu. Le ministère a refusé la création du collège bilingue public de Kemper, malgré les engagements de l'Inspecteur d'Académie, privant de débouché dans le système public, les écoles primaires de Plomeur, de Kemper et d'Ergué Gabéric.

Les éditions bretonnes, enfin, sont en difficulté. En particulier An Here-Al Liamm, seule maison d'édition d'envergure en langue bretonne, se voit obligée de mettre en sommeil un dictionnaire monolingue illustré à l'intention des scolaires qui en ont grand besoin. Le Département n'a pas donné suite à ce projet. Pourtant les éditions bretonnes sont soumises à deux aléas. Aléa conjoncturel d'abord, quand les ventes se tarissent en raison du marasme économique et des incertitudes politiques, et aléa structurel du fait de la faiblesse du marché qui ne peut se développer sans le soutien des collectivités. On pourrait encore évoquer les menaces qui planent sur le sort des artistes bretons, dont le statut d'intermittents du spectacle est battu en brèche par le Medef, soutenu par un gouvernement prédateur des libertés et des droits sociaux.

De tous ces maux, vous n'êtes pas coupable, j'en conviens. Mais vous êtes responsable de leur prise en compte et la recherche de leur solution. Ils n'ont guère de chance, hélas, de connaître une issue positive lors de ce « mois de la langue bretonne ».

Sans doute dirigez-vous le département qui agit le plus pour la langue et la culture bretonnes. Mais cette structure n'est peut-être pas la plus pertinente face aux enjeux de la société bretonne, et partant, de l'administration du territoire français, empêtré dans son sempiternel « millefeuille ». Trop grand pour les problèmes locaux, trop petit pour les problèmes régionaux, le département est une institution obsolète. Vous vous en êtes fait l'ardent défenseur dans le débat – tronqué et peu enthousiasmant – sur la décentralisation. C'est logique dans l'optique de votre charge, mais peu visionnaire [...].

Autre question qu'il faut vous poser : sous vos auspices, a été organisée l'opération « cheken-kazetenn » (chèque pour soutenir les revues pour la jeunesse en breton). Fort bien ! Mais pourquoi engager ce partenariat avec une seule association ? Par cette relation privilégiée, voire exclusive en ce qui concerne l'édition, le Conseil général s'expose aux mêmes critiques que l'actuelle majorité dénonçait naguère : le clientélisme. A ce jeu-là, la langue bretonne n'est jamais gagnante. »

A.L.G.

Rectificatif à l'article sur le jumelage Richmond-Saint-Aubin-du-Cormier

Davy French, maître d'œuvre de ce projet de jumelage, aurait dû écrire cet article. Mais il est chauffeur routier, dort déjà peu la nuit, et m'a confié sa rédaction. Personnellement, défenseur entre autres de l'Histoire de mon peuple et, à travers elle, celle des autres nations originelles, je n'ai jamais prétendu être historien. Dans mon empressement rédactionnel j'ai commis une semi-erreur : au lieu d'écrire « Le château de Richmond, premier château tout en pierre d'Angleterre, aurait été construit par le Duc breton Conan IV... », j'aurais dû écrire « Le château de Richmond, premier château tout en pierre d'Angleterre, a été fondé par le Duc breton Alan IV, (Fergent ou Le Roux, ou encore Fergus ou Ar Ruz). Ensuite, effectivement, l'œuvre fut parachevée par son donjon construit par le Duc breton Conan IV. »

Jean-Loup LE CUFF

Le P.N.C. dit «oui» au nouveau statut de la Corse

Le 7 avril dernier, le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur sont venus en Corse présenter le projet de nouveau statut qui sera soumis à référendum le 6 juillet prochain.

Le nouveau statut prévoit de supprimer les deux départements actuels en créant une collectivité unique qui prendra en charge toutes les responsabilités de la région et des départements. Ses membres seront élus à la proportionnelle avec respect de la parité et avec une prime majoritaire non encore connue. Deux « conseils territoriaux » de Haute-Corse et de Corse-du-Sud seront instaurés pour exercer, par délégation au plus près de la population, certaines compétences de la collectivité unique ; ils seront formés de membres de l'Assemblée de Corse. Les services de l'Etat, notamment préfectoraux, seront maintenus sur l'île.

Le référendum du 6 juillet sera le premier dans l'histoire de la V[e] République à ne concerner qu'une partie de l'espace français. La Corse inaugurera ainsi les référendums locaux, prévus par la réforme constitutionnelle ratifiée par le Congrès le 17 mars dernier. Une fois la démarche référendaire autorisée par le Parlement, les 180.000 électeurs corses seront appelés à se prononcer. En cas de victoire du « oui », un projet de loi sur ce nouveau statut serait soumis au Parlement à l'automne.

« Voter pour ce statut, ce sera voter pour la Corse dans la République », mais dans une République « décentralisée » a déclaré Raffarin, qui a ajouté qu'avec le référendum la Corse « prendra la tête de la nouvelle régionalisation française ». Sarkozy a proclamé son ambition de « trancher une fois pour toutes » le débat institutionnel. Il a averti que le « statu quo demeurera » et ce « pour longtemps » en cas de victoire du « non » le 6 juillet. Il a également mis en garde les nationalistes qui ont boycotté la visite officielle : « Nous ne négocierons pas l'arrêt de comportements mafieux ou la fin des attentats ». Le gouvernement cependant n'attendra pas que « la violence ait cessé pour agir sur d'autres fronts » : deux jours avant le F.L.N.C.-« Union des Combattants » a revendiqué quinze attentats, condamnés par le P.N.C., contre des intérêts de l'Etat. « Je souhaite que vous fassiez le choix du oui » a lancé Sarkozy devant les élus.



D.R.

Dès le 8 mars, le Conseil du Partitu di a Nazione corsa (P.N.C.) a considéré à propos du nouveau statut que « cette avancée est donc une victoire importante du combat nationaliste, même si elle n'est pas aussi décisive que le serait un véritable pouvoir législatif », et qu'elle « sera aussi fondamentale à moyen terme que l'a été en son temps la création de l'Université de Corse ». Pour nos amis du P.N.C., «il est hors de question de rater ce rendez-vous et de voir le mouvement nationaliste privé du bénéfice d'une victoire qui lui revient intégralement ». Aussi « Arritti » du 10 avril titre-t-il résolument à la une : « Il faudra voter oui ! »

Evidemment, le projet de nouveau statut pour la Corse dérange certains chefs politiques clanistes attachés au statu quo et au maintien des départements. C'est le cas à gauche d'Emile Zucarelli (P.R.G.), député de Haute-Corse, maire de Bastia, ville où la fraude a trop souvent atteint des records (ce qui ne l'a pas empêché d'être ministre de la République dans un gouvernement de la gauche plurielle !) et de Nicolas Alfonsi (P.R.G.), sénateur de Corse-du-sud. A droite, Paul Natali (U.M.P.), sénateur de Haute-Corse, départementaliste avéré, se montre passablement réticent à l'égard du nouveau statut.

Par contre, Paul Giacobbi (P.R.G.), député de Haute-Corse, plus « corsiste », est attaqué par ses amis politiques qui demandent sa démission de la présidence du Conseil général de Haute Corse. José Rossi (U.M.P.), président de l'Assemblée territoriale, « corsiste » favorable au nouveau statut, compte être le chef de file de la campagne. De Rocca-Serra (U.M.P.), député de Corse-du-Sud, « fera la croisade du « oui » jusque dans les villages ».

Dans une conférence de presse, le 16 avril, le P.N.C. a renouvelé sa prise de position : « Le P.N.C. prend le parti de dire oui ; un oui pour le peuple corse ». Mais ce oui « n'est nullement un blanc-seing à Sarkozy ou à l'Etat » et le P.N.C. « a surtout rappelé l'indispensable urgence d'un pouvoir législatif plein et entier pour le peuple corse. » De leur côté, les nationalistes de « Corsica Nazione » et de la coalition « Indipendenza » ont appelé le 17 avril à voter « oui, malgré tout ». Ils regrettent que « la question du pouvoir législatif » ne soit pas « abordée de façon suffisamment explicite ». Cette convergence explique que les nationalistes, toutes tendances confondues, ont manifesté, le 26 avril, à Ajaccio, sur un mot d'ordre volontairement ouvert : « Non aux départements ! Pour un pouvoir législatif ! ».

Yves JARDIN

Euskadi : un pays tourné vers l'extérieur

La communauté autonome basque comprend trois des quatre provinces du Pays basque sud ou Hegoalde (1). Elle est gouvernée par une coalition nationaliste démocratique, renforcée par la participation des communistes d'Izquierda Unida (Gauche unie). Le nationalisme basque y progresse. Mais le pays n'en est pas pour autant fermé sur lui-même, bien au contraire !

En 1979, les ventes à l'étranger de la communauté autonome représentaient plus d'un milliard d'euro. En 1986, année de l'entrée de l'Espagne dans la communauté européenne, elles atteignaient 2,7 milliards d'euro. En 1993, elles dépassaient 4 milliards d'euro. En sept ans les exportations avaient donc presque doublé. Puis la reprise économique a été spectaculaire, fondée notamment sur les exportations qui ont atteint près de 12 milliards d'euro en 2000.

En 2000, les exportations représentaient 29,2 % du P.I.B. de la communauté autonome basque, soit un pourcentage plus élevé qu'en Allemagne, réputée fortement exportatrice (la part des exportations dans le P.I.B. allemand est en 2000 de 25,3 %).

Cette réussite s'explique en partie par la dévaluation de la peseta, qui a rendu les produits espagnols, et donc d'Hegoalde, moins chers. Elle est due surtout à une restructuration industrielle réussie, avec le développement d'unités de production modernes intégrées aux marchés mondiaux, sans qu'il y ait eu globalement de désindustrialisation.

Les principaux secteurs concernés par les échanges internationaux sont le matériel de transport (véhicules routiers, trains, éléments d'hélicoptères, pièces détachées, composants), les machines et les métaux usinés.

Il serait maintenant intéressant d'avoir des informations sur l'évolution de l'emploi, des salaires et des revenus pendant la même période.

■

(1) Soit 2,1 millions d'habitants, 7.200 km², c'est-à-dire la superficie du Finistère.

Europe

MacCormick : Les dernières propositions de Giscard entraîneraient une confiscation de la démocratie par les grands états.



D.R.

Neil MacCormick

Le député européen Neil MacCormick (Scottich national party) a vigoureusement critiqué les propositions du président de la Convention européenne, Valéry Giscard d'Estaing, en faveur de l'établissement d'un ministère européen tout puissant dirigé par un Président. Le Professeur MacCormick est membre de la convention sur l'avenir de l'Europe qui discutera les propositions à sa réunion les 24 et 25 avril à Bruxelles.

Le député européen Neil MacCormick a déclaré :

« Ce dernier ensemble de propositions entraînerait une confiscation de la démocratie européenne pour les grands états et est un affront à la démocratie. Le rôle et l'influence du Parlement européen élu démocratiquement seraient fortement diminués ainsi que ceux de la Commission. Au lieu de cela le pouvoir appartiendrait à un inexplicable Conseil intergouvernemental où l'influence des grands états-membres augmenterait insidieusement.

Je suis étonné que M. Giscard d'Estaing ait avancé des propositions de cette nature qui vont à l'encontre de l'importance du consensus établi pendant la convention jusqu'à maintenant. Je suis sûr que cette tentative inquiétante de centraliser le pouvoir entre les grands états sera rejetée quand la convention élargie aura l'occasion de débattre en plénière de ces propositions. »

Espérons-le, car dans la construction de la nouvelle Europe, les meilleurs alliés de la démocratie et du droit des peuples sont, de toute évidence, les petits états, par opposition aux états-nations, à l'impérialisme encore bien vivace.

■

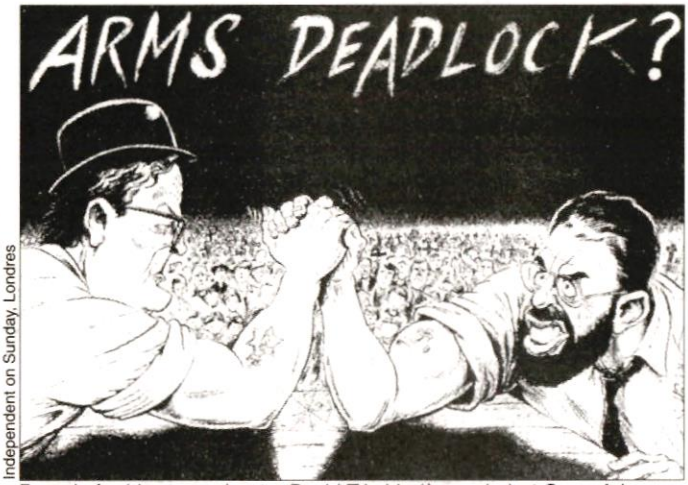
Irlande du Nord : collusion et méfiance

Un rapport accablant vient d'être publié le 17 avril dernier. Il dénonce la collusion qui existait dans les années 1980 en Irlande du Nord entre certains éléments de l'armée britannique et les milices protestantes. Il met fin à l'enquête sur l'assassinat, le 12 février 1989, à son domicile de Belfast, devant sa famille, de l'avocat catholique nord-irlandais Pat Finucane, par un commando des paramilitaires protestants de l'Ulster défence association (U.D.A.).

Ce rapport est dû au long travail d'investigation de Sir John Stevens, aujourd'hui chef de la police métropolitaine de Londres. Il a conduit trois enquêtes sur les forces de sécurité en Irlande du Nord, en 1989, 1993 et 1999. Il a solennellement remis au chef de la police d'Irlande du Nord les 3.000 pages de sa dernière enquête.

Le rapport Stevens établit officiellement la collusion, soupçonnée depuis longtemps, entre certains officiers de la police anti-terroriste et des services de renseignement de l'armée britannique d'une part, et leurs informateurs au sein des groupes armés protestants d'autre part, ainsi aidés à abattre des catholiques. En juin 2002, des témoignages diffusés dans une émission télévisée avaient déjà étayé des soupçons de complicité entre forces de sécurité britanniques et milices protestantes. Des agents britanniques ont participé à des crimes terroristes, comme les assassinats de Pat Finucane ou d'Adam Lambert, étudiant protestant. Le rapport Stevens va au-delà de ces cas particuliers et dénonce la mort d'innocents. Il a fallu de l'obstination à Sir John pour mener à bien ses enquêtes : des officiers y ont fait obstruction, ses bureaux ont été incendiés en 1990 et une partie de ses archives détruites. Le rapport met aussi en cause un ancien ministre conservateur pour avoir, à tort, devant les Communes, accusé certains avocats de « sympathie excessive » envers l'I.R.A.

Mais le gros du rapport restera secret (seul un résumé d'une vingtaine de pages a été publié) pour ne pas révéler l'ampleur de l'infiltration des milices et pour ne pas nuire à d'éventuels procès futurs. Parmi les exécutants des assassinats il y avait notamment Brian Nelson, agent double, responsable d'au moins trente meurtres, condamné à dix ans de prison et récemment décédé après une libération anticipée. Parmi les chefs, il y avait le colonel Gordon Kerr qui défendit Brian Nelson à son procès et dont le dossier a été transmis au procureur. La famille de Pat Finucane, insatisfaite, continue d'exiger une enquête publique.



Independent on Sunday, Londres

Bras de fer (des armes) entre David Trimble (à gauche) et Gerry Adams...

Quinze ans après cette « sale guerre » livrée contre les clandestins catholiques, Londres et Dublin tentent d'obtenir de l'IRA qu'elle renonce définitivement à la violence armée (elle maintient une trêve depuis 1997), mais se heurtent à une méfiance persistante entre dirigeants catholiques et protestants. Le texte de l'accord de paix, signé en avril 1998, précise que tous les partis politiques doivent « user de leur influence pour parvenir au désarmement des paramilitaires avant juin 2000 ».

Pour David Trimble, leader des Unionistes, en signant les accords du Vendredi Saint, le Sinn Féin s'est engagé à neutraliser son aile militaire, l'I.R.A. Bien que celle-ci ait détruit une partie de ses armes, David Trimble considère que l'engagement du Sinn Féin n'a pas été respecté et refuse, depuis octobre 2002, de continuer à gouverner l'Irlande du Nord avec les élus du Sinn Féin. Un récent message confidentiel du Sinn Féin transmis à Londres et à Dublin, contient, selon Gerry Adams, des « éléments très positifs et significatifs » et représente une initiative « sans précédent dans l'histoire du mouvement républicain ». Mais Londres et Dublin jugent la position de l'I.R.A. non conforme à leurs attentes et ont reporté leur sommet commun.

L'échéance des élections locales, repoussées au 29 mai, impose cependant de trouver un compromis avant le début de la campagne électorale.

Y.J.

Un jour avec... « La différence est



Photo Studio Z (Bayonne)

Naia

« A tous ceux qui aiment la musique d'ici ou d'ailleurs...
à tous ceux qui aiment la différence...
à tous ceux qui aiment le rire des enfants...
à tous ceux qui aiment les couleurs de la vie...
à tous ceux qui aiment la vie elle-même...
à tous ceux que j'aime ! »

Née d'une famille d'artistes, Naia fait ses premiers pas sur scène à l'âge de 13 ans avec sa tante... En 1985, elle découvre le chant polyphonique avec le quator Aritzak qui rassemble son père et ses deux frères... Naia vient de sortir son premier CD « solo » : « Aingeru ».

En basque, « Aingeru » (l'ange) évoque à la fois le nouveau-né et la personne disparue... Deux événements simultanés, l'un heureux, l'autre dramatique, vont inciter Naia à créer un spectacle et ce CD sur le thème du cycle ininterrompu de la vie, les bonheurs bien sûr, mais aussi les préoccupations de notre époque : qu'elles soient universelles (la recherche de l'amour, l'intolérance) ou relatives au Pays basque (une frontière artificielle, l'émigration).

Evoquer la superbe voix de Naia serait déjà suffisant... et pourtant comment ne pas insister sur les arrangements musicaux choisis par elle et qui nous emmènent notamment vers les rivages de l'Irlande et de l'Ecosse, avec des musiciens bien connus chez nous en Bretagne !

Dans le cadre de l'émission « Balade en Pays basque » sur Radio Bro-Gwened, Naia nous a présenté son album et a bien voulu répondre à nos questions...

Le Peuple breton : *Pour comprendre votre parcours, il est indispensable de parler de la famille Robles.*

Naia : Mon père Iker Robles fait partie d'une grande famille de onze frères et sœurs : tous exerçant des activités artistiques, que ce soit dans la peinture, la danse, le conte... ou évidement le chant. Il faut savoir qu'en Pays basque on naît chantant et ensuite on chante comme on respire, toutes les occasions sont bonnes et chaque repas convivial se termine en « kantaldi »... Ma tante Estitxu était chanteuse professionnelle, elle a d'ailleurs fait quelques disques, c'est elle qui – la première – m'a fait monter sur scène à l'âge de 13 ans... Nos timbres de voix étaient très proches et je garde de nos duos un merveilleux souvenir...

Le P.B. : *Puis c'est l'aventure du groupe Aritzak, le quator familial avec un répertoire très électique...*

Naia : En 1985, mon père crée le quator Aritzak avec autour de lui mes frères Gorka et Koldo ainsi que moi-même. Notre répertoire reflète l'ouverture d'esprit et la curiosité musicale que nous a inculquées notre père : à l'origine bien sûr le chant basque, des compositions, mais aussi des madrigaux en italien ou du folk international. Nous avons également puisé dans le répertoire des Beattles ou encore de Simon & Garfunkel, dont nous avons adapté quelques chansons à l'origine irlandaises...

En fait, la musique n'a pas de frontière et la partager est un enrichissement ! Nous recherchons des partitions à quatre voix, plus c'est compliqué : plus on aime ! Avec Aritzak, nous avons enregistré cinq CD et effectué de nombreuses tournées.

Le P.B. : *Vous venez de sortir votre premier album solo, « Aingeru », mais l'idée a déjà germé il y a bien longtemps à l'occasion de deux événements dans votre vie...*

Naia : En 1993, ma tante Estitxu est décédée alors que je venais d'apprendre que j'étais enceinte de mon premier enfant... Terrible choc des

Naia une vraie richesse... »

sentiments : à la fois le grand chagrin de perdre celle qui représentait tant pour moi et l'immense bonheur d'accueillir ce petit être qui embellissait notre vie.

En euskara (la langue basque), le mot « Aingeru » (ange) évoque à la fois le nouveau-né et la personne disparue, ainsi est symbolisé le cycle ininterrompu de la vie avec, entre temps, les rapports de tendresse mère-enfant, les petites et les grosses difficultés, l'incompréhension, l'amour, l'intolérance, etc.

Je savais donc ce que je voulais dire dans cet album et une seule personne pouvait m'aider à exprimer tous ces sentiments : l'homme qui me connaît le mieux : Aita/Papa avec qui nous avons co-écrit la plupart des textes, textes souvent intimes mais sur des sujets finalement universels.

Le P.B. : ***Parmi les thèmes évoqués, on note un véritable plaidoyer pour la tolérance et vous dénoncez les contradictions du monde des adultes.***

Naia : Nous vivons dans une société complètement folle, il suffit de suivre les informations ! Nous ne supportons plus l'« autre » alors que la différence est une vraie richesse ! Happés par la société de consommation, nous perdons de vue les vraies valeurs !

Sans oublier les problèmes qui nous entourent, il faut savoir faire « des arrêts sur image » et revenir aux choses simples en sachant apprécier la vie de famille, l'amitié, le respect sans oublier la nature... Ce sont des valeurs primaires, mais authentiques.

Le P.B. : ***Vous reprenez également un texte de deux bertsolaris sur un sujet qui vous tient particulièrement à cœur...***

Naia : En Pays basque, il existe une forme de poésie, improvisée sur un sujet donné seulement quelques minutes à l'avance, et souvent chantée sous forme de joute : le bertsularisme.

Xalbador et Mattin (décédés en 1979 et 1981) furent parmi les plus célèbres et les plus populaires représentants de cette poésie.

La chanson « Muga » reprend un de leurs textes et évoque la frontière qui – chez nous – est totalement artificielle.

Une partie de la famille de mon père est au sud (NDLR : au Pays basque « dit espagnol ») mais il n'existe qu'un seul Pays basque : Nous avons la même langue : l'euskara, donc la même mère ! Nous devons vivre en frères et non en voisins, c'est une revendication essentielle ici. Je me reconnais totalement dans ce texte et c'est pourquoi je souhaitais qu'il figure sur mon album.

Le P.B. : ***Le Pays basque a connu plusieurs vagues d'émigration vers les Amériques, vous évoquez également ce sujet.***

Naia : L'émigration fait partie de l'histoire du peuple basque, elle fait également partie de l'histoire de notre famille : au sud, après la guerre de 1936, quatre frères et sœurs de ma grand-mère ont rejoint Buenos-Aires. Il y a quelques années, avec le groupe Aritzak, nous avons fait une tournée en Argentine, ce qui nous a permis de retrouver nos « cousins d'Amérique ». Imaginez la rencontre à l'autre bout du monde : une trentaine de cousins avec leurs enfants qui ressemblent à nos enfants, qui parlent basque ! Qui chantent en basque ! Qui jouent à la pelote ! Dans l'album, quelques titres et quelques rythmes évoquent ces merveilleuses rencontres !

Le P.B. : ***En écoutant votre album, on est surpris en entendant de nombreux thèmes musicaux d'origine celtique, vous être même accompagnée par un instrument emblématique de l'Irlande : le uilleann pipes !***

Naia : Comme je le disais tout à l'heure, mon père a toujours voulu élargir notre horizon musical : depuis des années j'écoute des thèmes d'origines irlandaises ou écossaises, parfois des Celtes de la diaspora comme Connie Dover ou The Rankin Family, mais également Mary Black ou Phil Cunningham que j'apprécie particulièrement mais que je ne connais malheureusement pas, ces musiques me semblaient coller parfaitement à nos textes.

A mon sens, les musiques celtiques évoquent magnifiquement la nature, l'imaginaire, le cycle de la vie, etc. C'est la raison pour laquelle le choix de ces arrangements m'a semblé évident ! Concernant l'uilleann-pipes, c'est par relations communes que j'ai connu Carlos Subijana, à l'origine professeur de txistu et d'alboka (instruments traditionnels basques) à Gazteiz/Vitoria mais qui est un véritable touche-à-tout (là encore l'esprit d'ouverture !) et qui pratique également la cornemuse irlandaise.

Le P.B. : ***Pour les voix, vous êtes accompagnée par le groupe Aritzak (évidemment !) mais également par deux autres interprètes...***

Naia : Mohenna Delacre et Maialen Errotabehere sont deux jeunes filles qui ont 18 et 19 ans, je les ai connues il y a quatre ou cinq ans pour un spectacle de jeunes : travail de création artistique moderne sur une trame traditionnelle, spectacle dont j'assurais en quelque sorte la fonction de conseillère vocale. J'avais particulièrement apprécié leurs qualités et il m'a semblé intéressant de les faire participer à mon album.

Le P.B. : ***Pour conclure : rêvons un peu ! « Aingeru » est le titre de votre CD, c'est également le titre d'un véritable spectacle... Peut-on espérer vous voir un jour sur scène en Bretagne ?***

Naia : (enthousiaste !) Oh ! Est-ce une question ou une proposition ? Ce serait évidemment avec beaucoup de plaisir d'autant que je ne connais pas la Bretagne mais je crois que nous avons beaucoup de choses en commun !

Ce spectacle, c'est une ambiance, je l'ai voulu – à l'image de l'album – à la fois très intime et universel. Avec des lumières qui reflètent le rythme des saisons, le cycle de la vie. Il y a également sur scène des danseurs et le spectacle est accompagné d'une vidéo-projecteur reprenant les photos du livret du CD.

Propos recueillis par
Alain HERVOCHON

Album en VPC chez l'éditeur : Agorila, 13 rue Montalibet, 64100 Bayonne. 18 euro (frais de port inclus).

@ La Bretagne sur Internet

par Alain Cedelle

Complètement laissé à l'abandon il y a encore quelques années, le patrimoine maritime breton a connu un renouveau tout aussi fort que dans le domaine musical. Echantillon de quelques sites représentatifs

Le Belem ➢

Ce grand voilier trois-mâts fut construit en 1896, aux chantiers Dubigeon à Chantenay. Il était utilisé pour le commerce avec les Antilles. Racheté en 1979 par la Caisse d'épargne, le Belem fut entièrement restauré et put reprendre la mer en 1986.

Classé monument historique, ce trois-mâts n'est pas seulement un musée flottant, mais aussi un bateau vivant qui parcourt les mers et qui accueille de nombreux stagiaires. Le site internet de la fondation Belem donne une description du bateau et de son histoire. On peut consulter également le programme de navigation, et s'inscrire pour un embarquement.



www.belem.tm.fr



www.larecouvrance.com

La Recouvrance ➢

La goélette brestoise La Recouvrance est une réplique d'un voilier militaire du début du siècle dernier. Construite en 1991 et lancée lors des fêtes de Brest 92, La Recouvrance navigue de la Manche à l'Atlantique.

Le site internet donne l'historique et les caractéristiques du bateau. Une image interactive permet de connaître les noms des principales voiles. Le programme de navigation est disponible en ligne ainsi que le formulaire d'inscription aux embarquements.

Comme sur le site du Belem, on peut s'enregistrer pour recevoir régulièrement une lettre d'informations.

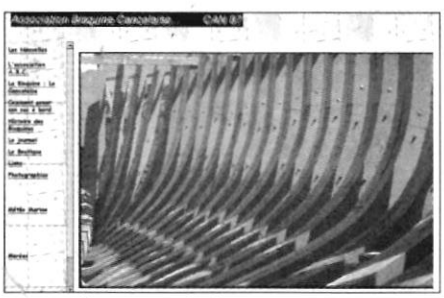
Corsaires et bisquines ➢

C'est en 1987 et 1991 que Cancale et Saint-Malo ont respectivement rejoint le club des villes qui possèdent leur navire reconstitué, marque symbolique de la richesse de leur histoire maritime.

Le cotre malouin "Renard" est la reconstitution du dernier bateau armé en 1812 par Robert Surcouf, le célèbre corsaire. Construit d'après différents plans de l'époque. Le site internet présente l'association du " cotre corsaire " dans le détail, et donne également les programmes d'embarquements. On peut trouver aussi une page de liens vers de nombreux autres bateaux historiques par le monde.



www.saint-malo-gallery.com/cotre



www.lacancalaise.com

La Cancalaise est la reconstitution d'un ancien navire de travail, typique de la baie du Mont Saint-Michel, appelé bisquine. La voilure caractéristique de ce bateau lui donnait assez de puissance pour la pêche au chalut et le dragage des huîtres.

Si le site internet est de facture plus " amateur " que les précédents, Il contient cependant un ensemble de belles photos de grand format, en particulier sur la construction du navire.

En attendant le planning 2003, en cours d'élaboration, on pourra consulter dans la rubrique " nouvelles ", la victoire en régate sur la voisine et concurrente bisquine de Granville, dont le lien est aussi donné vers son site internet :

perso.wanadoo.fr/turbert-granvillaise/

Un nouveau rendez-vous hebdomadaire le mercredi à 11 h sur France 3 Ouest

Mouchig-dall *en français Colin-Maillard*

EMISSION JEUNESSE EN LANGUE BRETONNE

A la mi-avril, l'antenne régionale de France 3 Ouest a ajouté à son offre télévisuelle en langue bretonne un nouveau rendez-vous à destination de la jeunesse. Cette nouvelle émission hebdomadaire propose aux jeunes brittophones ou futurs bretonnants **une immersion totale**. Pas de traduction ou de sous-titrage en langue française. **Exclusivement du breton.**

L'éveil des enfants à la langue bretonne

Avec Mouchig-dall, les enfants peuvent découvrir les thèmes d'aujourd'hui, tout en s'émerveillant et en se familiarisant avec la langue de leurs aieux.

Dessins animés, films animaliers, mini-documentaires, clips de vulgarisation scientifique, chansons et comptines, jeux-concours rythment cette nouvelle émission en langue bretonne qui permet aux enfants de découvrir et de comprendre le monde, par la poésie, la tendresse et l'humour. Toutes les histoires racontées, attachantes, drôles ou tendres, véhiculent des valeurs positives : le partage, le respect des différences, de l'environnement, l'amitié...



FR3 Ouest

Chaque semaine, des jeunes brittophones participent à l'émission.



FR3 Ouest

Goulwena An Hénaff et Riwal Kermarec sont les présentateurs de la nouvelle émission.

Les présentateurs Goulwena et Riwal apportent des éléments de compréhension supplémentaires, des petites informations utiles et pratiques, et introduisent l'interactivité avec de nombreux jeux et concours. Chaque semaine, des jeunes brittophones participent à l'émission et s'adressent aux petits téléspectateurs avec des comptines, des poèmes ou des chansons préalablement enregistrés dans les écoles bilingues et bretonnes de la région.

Mouchig-Dall

Dialoguez avec Goulwena et Riwal par courrier : mouchig-dall@france3.fr

Une mission de service public

Avec Mouchig-dall, France 3 Ouest remplit une mission de service public et donne un signe de sa volonté de participer au rayonnement de la langue bretonne.

L'émission à une durée (hebdomadaire) de 26 minutes.

■

SAMEDI 10 MAI, A 18 H

DOCUMENTAIRE :

BZH, QUESTIONS BRETONNES.

Le film réalisé en 1997 par Olivier Bourbeillon, sous un titre un peu différent, est important.

A sa sortie, Jean-Jacques Monnier en disait: *"Mesuré, pédagogique, le film retrace un siècle d'évolution de l'Emsav et de la Bretagne. Délibérément, il n'évoque pas l'action politique récente de la Bretagne, ni les obstacles au développement, s'attachant plus à l'évolution culturelle. (...) A voir et à revoir !"*



TV Breizh

✦ Filets bleus et grèves rouges

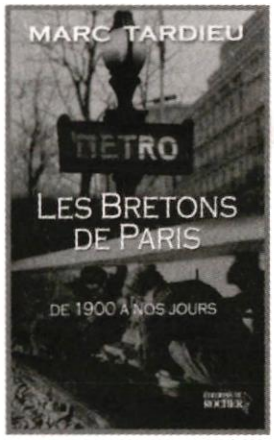


Marc Morlec publie, dans la collection bleue des éditions Skol Vreizh, un texte consacré à l'histoire de Concarneau, de la guerre 14-18 au Front populaire. On y apprend que les socialistes avaient conquis la mairie en 1911 avant de la perdre au profit de la droite, de 1919 à 1935. A partir de 1925, c'est l'ascension du PCF, au travers du soutien aux grandes grèves des ouvriers des conserveries. Le Front populaire gagne la ville en 1935. Le pacte germano-soviétique rompt l'union des forces de gauche. Pierre Guéguin, déjà franc-tireur dans les années précédentes pour son appui aux luttes sociales, désavoue le pacte et quitte le PCF, ce qui n'empêche pas, ensuite, Vichy de suspendre sa municipalité. Il est interné à Châteaubriant et fusillé comme communiste, après avoir été ostracisé par ses anciens camarades. Nourri de témoignages, le récit engagé de Marc Morlec est passionnant. La présentation et la maquette sont remarquables, comme l'iconographie, avec beaucoup de photos d'époque.

J.J.M.

(Ed. Blanc Silex, 120 p., 14 €)

✦ Les Bretons de Paris

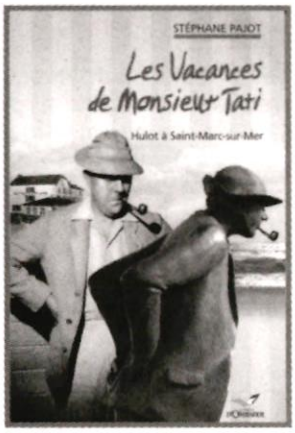


Après le livre très dense et fourmillant d'anecdotes d'Armel Calvé, en 1993, Marc Tardieu nous fournit un ouvrage concis et synthétique. Evoquer un siècle de vie bretonne à Paris tenait de la gageure. Comment appréhender le sujet quand on est extérieur au microcosme associatif, quand on vient de traiter d'une autre diaspora (les Auvergnats) ? Des erreurs de détail, des oublis bibliographiques importants traduisent une enquête trop limitée à un survol de la presse bretonne d'Ile-de-France, sans vraie analyse historique. Cela dit, le livre se lit facilement. L'évocation de certaines périodes du passé ne manquent pas de saveur : les dîners celtiques, les années 20, War Sao et les Bretons de Saint-Denis. La partie la plus contemporaine est la mieux réussie, quand l'auteur s'entretient avec des émigrés bretons d'aujourd'hui, quand il parcourt le quartier Montparnasse, ou quand il évoque la « Nuit celtique ».

J.J.M.

(Ed. du Rocher, 218 p., 17 €)

✦ Les vacances de Monsieur Tati-Hulot à Saint-Marc-sur-Mer



Grâce à Jacques Tati, tout le monde connaît désormais, au moins par des images, la petite station balnéaire familiale, aujourd'hui rattachée à Saint-Nazaire. Stéphane Pajot nous replonge dans ***Les vacances de Monsieur Hulot*** et dans le tournage de l'été 1951. Tati recherchait une station familiale et préservée des voitures, entre la Bretagne et la côte basque. Il a trouvé son bonheur, et le nôtre, en Loire-Inférieure, lors d'un tournage de cinq mois, dont les témoins nous restituent le parfum et la mémoire, 52 ans après. Evidemment, Tati n'est pas venu découvrir une Bretagne qui ne sert que de décor. Mais les Bretons sont figurants, et parfois acteurs de la comédie, encore si appréciée par les cinéphiles. L'auteur évoque aussi le regard de la presse sur le film et sur Tati, dont on nous rappelle la biographie et la filmographie. Une illustration abondante aide à se replonger dans le mythe et à évoquer un lieu breton devenu lieu de culte. Une promenade très plaisante.

J.J.M.

(Ed. d'Orbestier, 124 p., 12 €)

✦ En bernaudant dans les rues de Nantes



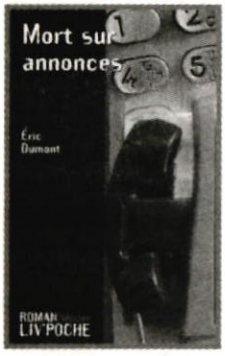
Un livre nantais par… un Nantais ! Il faut connaître et aimer sa ville pour se lancer dans une telle aventure : accumuler les photographies en noir-et-blanc sur tout ce que l'on trouve insolite dans les rues de la ville : sculptures, façades de maisons décorées, gargouilles, évocations de personnages historiques connus ou inconnus, les saints (si nombreux), la mer, les publicités murales, etc.

Journaliste à *Presse-Océan*, spécialiste des pages culturelles et déjà auteur de plusieurs ouvrages dont l'un sur les cinémas de Nantes, Alain-Pierre Daguin a collectionné des archives de photos originales qui nous permettent de plonger dans l'histoire de la ville. Ces images sont pour certaines, de véritables petits trésors que tout le monde (re) découvre aujourd'hui alors qu'il suffisait de penser à faire la photo… mais qui y a pensé ? Voilà pourquoi, de page en page, nous allons de découverte en découverte avec un réel bonheur de nantophile. Pour le titre : "bernauder" est un vieux mot qui était utilisé dans le temps à Nantes, mais qui ne s'emploie plus guère aujourd'hui : on préfère flâner ! L'auteur est donc un flâneur qui observe, et c'est pour cela qu'il a pris le temps de faire ces photos et de les réunir dans un joli recueil (avec commentaire de chaque image), recueil que l'on peut se procurer dans des librairies et galeries marchandes de la région… nantaise, évidemment !

Etienne GASCHE

(Ed. Vanden, p. 144, 9,70 €)

✦ Mort sur annonces



Après le polar BZH, le polar brestois. Le genre nouveau trouve une nouvelle illustration avec les livres d'Eric Dumont. Un tueur en série qui se plaît à décrire ses crimes, un médecin militaire qui mène l'enquête, cinq suspects. L'énigme est bien montée, le suspense est soutenu, dans une atmosphère brestoise bien restituée. Un peu caricaturale, tout de même, la peinture de la société brestoise, mais c'est un peu la loi du genre.

J.J.M.

(Ed. Liv'Poche, 310 p., 10,60 €)

✦ Au nom du père



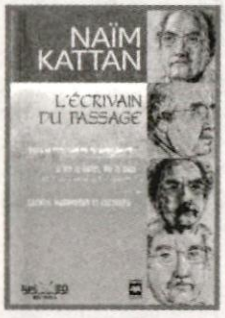
Les éditions An Here publient un recueil de chroniques de Xavier Grall. Il s'agit de chroniques hebdomadaires parues dans « La Vie » entre 1963 et 1972. Ces billets, généralement consacrés à la vie familiale, sous le nom de Chroniques du Logeco, n'avaient jamais été rassemblés, bien que l'écrivain-journaliste en avait eu le projet. Cela donne un bon livre de 488 pages, une édition établie par Mikaela Kerdraon, spécialiste de Xavier Grall.

Au début des années 60, Xavier Grall habite un immeuble à Sarcelles, avec son épouse et ses cinq filles. Avec ses 92 m², l'appartement est bien trop petit, surtout quand les filles grandissent. Les revenus de l'auteur sont aussi bien justes, le manque d'argent bride le quotidien. Malgré tout, les bruissements de joie ne manquent pas, liés notamment aux délices de la paternité que l'auteur évoque dans la plupart des billets. L'espoir est aussi lié à la terre promise bretonne, où l'auteur parvient à se réinstaller, le temps des vacances, avant de larguer les amarres. Ces chroniques alimentaires, très vivantes, sont parfois traversées d'éclairs de poésie, de fulgurances d'écriture. Le reste, inégal, demeure très attachant en raison de la franchise, de l'autodérision d'Ollivier, le pseudonyme de Grall. C'est aussi une chronique du temps, des années de prospérité où la France bouge, se transforme. La banlieue n'est pas l'enfer. Xavier Grall y trouve même certains charmes, alors que sa vision de la Bretagne se définit et mûrit, jusqu'au retour. Surtout, le poète anar et chrétien réagit, avec ses tripes, aux événements. Il se trompe parfois mais ne nous trompe jamais sur lui-même. La sincérité de Grall, ses éclairs de génie touchent le lecteur, mais c'est surtout un témoignage fort sur la condition humaine.

J.J.M.

(Ed. An Here, 488 p., 23 €)

✦ Naïm Kattan, un Irakien universel



Blanc Silex a eu la bonne idée d'éditer un livre consacré à un grand écrivain irakien, Naïm Kattan. A travers une longue interview, suivie d'analyses et de témoignages, on découvre une destinée étonnante d'un enfant de Bagad, aujourd'hui écrivain canadien renommé. Né comme le quart des Bagdadi de l'époque, dans une famille juive, élevé en arabe au contact quotidien des musulmans, des Arméniens, des Chaldéens. Sa famille descend des prisonniers de Nabuchodonosor à Babylone, il y a 25 siècles. Il apprend quatre langues à l'école juive, puis le Coran et la poésie préislamique à l'école secondaire musulmane. L'Irak subit alors la propagande nazie jusqu'à la chute du gouvernement pro-nazi, suivie d'un pogrom. Il se tourne alors vers l'occident, vient étudier en France en 1947 tout en écrivant en arabe pour les Irakiens. En 1954, il part à Montréal et publie alors en français. Comme Albert Memmi, il a trois patries culturelles, tout en s'immergeant dans le Québec : *« J'étais celui qui n'appartenait pas à une paroisse mais qui avait la volonté d'appartenir à un pays et qui voulait le découvrir »*, dit-il, en évoquant ses rapports avec R. Levesque et P.E. Trudeau. Il soutient le développement d'une littérature locale distincte. *« Il y a eu la redécouverte de soi, la redécouverte qu'on a un pays [...], qu'on a un territoire et qu'on a quelque chose à dire au monde »*. Sûr de son identité, il s'ouvre au Caraïbes, au Japon, à la Chine, au monde qu'il parcourt sans cesse. Naïm Kattan exprime bien, comme le dit Olivier Germain-Thomas, le dialogue entre le réflexe identitaire et l'universel. Il agrège subtilement les différentes couches d'identité qui ne nuisent pas les unes aux autres. On lira d'un trait les autres témoignages, tant ils réfèrent à notre propre identité bretonne, à reconnaître et à intégrer dans le monde où nous vivons. L'ensemble est passionnant, particulièrement pour les Bretons face à l'impérialisme « républicain ». Le seul regret est de ne pas disposer, dans le même ouvrage, de morceaux choisis, hormis de brèves citations.

J.J.M.

(Ed. Blanc Silex, 164 p., 18 €)

✦ Spered Gouez



Consacré à la poésie et à la création, le recueil annuel est édité par le Centre culturel breton Egin à Carhaix, sous les auspices de Marie-Josée Christien. Après une présentation de Maodez Glanndour par Anaig Renault, suivent 24 textes originaux de 24 auteurs différents, une belle tranche de culture bretonne d'aujourd'hui, à l'initiative d'un Kreiz Breizh de l'Ouest étonnamment créatif.

J.J.M.

(Ed. Spered Gouez, 144 p., 15 €)

Une carte routière entièrement en breton !

Il existe déjà plusieurs cartes de Bretagne en breton. Mais ce sont des cartes à caractère historique ou à destination du public scolaire.

L'Office de la langue bretonne est sur le point de publier la première carte routière entièrement en langue bretonne (1), présentant bien sûr la Bretagne dans son intégralité, et à l'échelle 1/250 000. Alors que la langue bretonne trouve peu à peu sa place sur le bord de nos routes et que le nombre de personnes faisant le choix d'utiliser la langue bretonne dans leur vie quotidienne va croissant, il était temps de proposer un tel outil.

Cette carte est le fruit du travail de dizaines de personnes, coordonnées et guidées par le service Patrimoine linguistique de l'Office de la langue bretonne. Quelque 6.000 mentions figurent sur la carte : les noms de communes, bien sûr, mais également un grand nombre de noms de rivières, de bois, de villages, de sites remarquables.

Il s'agit donc d'un nouveau pas important pour tous les brittophones qui souhaitent vivre pleinement dans leur langue.

Si l'on est aujourd'hui sur le point d'éditer cette carte, c'est qu'on a beaucoup progressé ces 15 dernières années.

De plus en plus de communes s'engagent dans un « toilettage » complet de leurs noms de lieux.

Rectifier l'orthographe d'un nom ce n'est pas seulement satisfaire les amoureux de la langue ou tous ceux, chaque jour plus nombreux, qui s'efforcent d'apprendre le breton. Ecrire correctement les noms c'est montrer du respect pour les gens qui nous ont précédés, qui les ont créés comme un élément d'une culture populaire originale que, grâce à eux, nous pouvons suivre pas à pas depuis 1500 ans.



Mais bien écrire un nom, c'est aussi donner à nos contemporains les clefs nécessaires à la compréhension de notre passé et, par là, mieux nous connaître pour nous construire aujourd'hui.

Réaliser cette carte (2) a donc été naturel pour donner sa place à la langue bretonne le long des routes. C'est aussi une manière de s'inscrire dans le mouvement de fond en cours aujourd'hui pour que les Bretons qui le souhaitent puissent se réapproprier leur patrimoine et leur histoire. Nous aurons donc là un outil de base pour toutes les personnes désireuses d'apprendre et, bien sûr, tous les brittophones.

R.L.

(1) La parution en est prévue dans les semaines qui viennent. Elle sera mise en vente dans les librairies au prix de 6 euro. Une version « poster mural » sur un papier plus épais sera offerte pour 8 euro. Dimensions : 133 x 98 cm.

(2) Pour ce travail il aura fallu 50 bénévoles, 300 personnes interrogées sur le terrain, 10.000 km parcourus pour collecter les prononciations, plus de 3.000 heures de travail pour 6.000 noms de lieux.

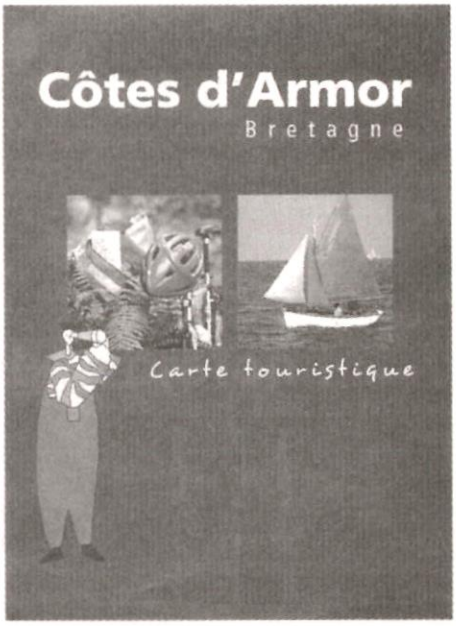
La carte touristique 2003-2004 des Côtes d'Armor

Les beaux jours sont là et les idées de balades fleurissent... Pour vous aider à les préparer : la nouvelle édition de la carte touristique des Côtes d'Armor vient de sortir !

Ce document précieux vous aidera à vous déplacer dans le département et à voir en un seul coup d'œil ce qu'il y a à faire en Côtes-d'Armor ! Pratique, son format permet de la glisser aisément dans la poche ou dans un petit sac à dos et elle vous accompagne partout !

Au dos de la carte, le département se dévoile à travers neuf circuits : « Dinan et la côte d'Emeraude », « Le Trégor », « Le Penthièvre et la Côte d'Emeraude », « L'Argoat », « Le cœur de la Bretagne », « La Côte de Granit Rose », « Le Méné », «Guerlédan et le Canal de Nantes à Brest », « Le Goëlo ». Des informations sur les sites à visiter, les villes ou villages à ne manquer sous aucun prétexte, ainsi que les coordonnées des Offices de tourisme et Syndicats d'initiative du département.

Demandez la nouvelle carte touristique des Côtes d'Armor à : Maison du Tourisme, BP 4620, 22046 Saint-Brieuc cedex 2. Tél. 02 96 62 72 08 ; Fax 02 96 33 59 10 ; Minitel 3615 ARMOR ...et c'est gratuit !



Spectacles

Troisième printemps des Bardes

A Mûr-de-Bretagne (22)
du 15 au 18 mai

Spectacles au Manteau d'Arlequin

Le jeudi 15 mai, à 20 h 45,
le samedi 17 mai, à 21 h.

Apéritif-concert sur la place de l'Eglise

Le samedi 17 mai, à 11 h 30,
le dimanche 18 mai, à 11 h 45.

Concert à l'église, à 20 h 45,
le vendredi 16 mai avec Arz Nevez



D.R.

Arz Nevez.

Stages de breton

Stumdi

organisme de formation en langue bretonne, depuis quinze ans, propose :

Ur sizhunvezh brezhoneg
Une semaine en breton

Du 12 au 16 mai,
à Landerneau (29)
Niveau confirmé 2-3

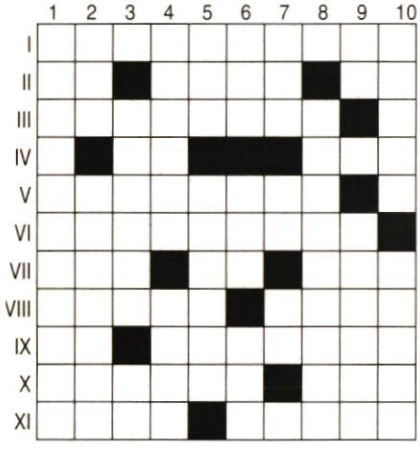
Du 19 au 23 mai,
à Landerneau (29)
Niveau débutant 1

Du 2 au 6 juin,
à Ouessant (29)
Tous niveaux 1- 2-3

Stumdi, BP 311,
29413 Landerne cedex
✆ 02.98.21.39.94

Mots Croisés Bretagne - Celtie n° 158

(Certains mots sont en breton – Réf. : dictionnaires de R. Hémon, P.J. Hélias et F. Favereau)



HORIZONTALEMENT : I. Prestigieux sommet pour Lannionnais. - II. Rencontrés dans Binic ; Père d'Artus ; Reçu généralement avec plaisir. - III. En très grand nombre aux Sept Iles. - IV. Inversé : aucun bon muscadet ne peut manquer de l'être ; Adverbe. - V. De nos jours, on peut l'être sur mer ou dans les airs. - VI. Lac artificiel. - VII. Lettres de Plussulien ; auteur du « Foyer breton » (initiales) ; Tout près d'être « papa ». - VIII. La déclarer grande est un témoignage d'estime, voire d'admiration ; Pays des Sinagots. - IX. Actuellement, son football est quelque peu laborieux (initiales) ; De tels bateaux ne sont pas dignes de nos marins. - X. Genre de peinture dont la Bretagne n'est pas avare ; Exprime la proximité. - XI. Ce que ressent tout un chacun en découvrant la Bretagne ; C'est l'une de nos plus belles îles.

VERTICALEMENT : 1. Favoriserait la renaissance de la langue bretonne sans nuire à la langue française. - 2. Aber galicien ; Hémisphère où s'est illustré Yves de Kerguélen. - 3. Déjà assoiffé à l'époque du « Vin des Gaulois » ; Particule verbale optative. - 4. Inversé : passage étroit ; chacun a le droit d'être fier de la sienne. - 5. En position ; Archipel finistérien. - 6. A la sortie de Mauves ; Sans difficulté ; Fait toujours rêver en Brocéliande. - 7. Nous tient ; C'est le « père » de Ste Barbegrise (initiales) ; Ce n'est certes pas une qualité. - 8. Ont permis d'évaluer l'âge de nombreux vestiges préhistoriques dont la Bretagne est si riche. - 9. Article défini contracté ; Capitale bretonne. - 10. Adverbe ; Née de la plume de Margaret Kennedy, cette nymphe a été traduite par Louis Guilloux.

Mikaël ERWAN

SOLUTION du n° 157

Horizontalement : I. COOP BREIZH. - II. HELOISE ; RU. - III. ANER ; IAM. - IV. OSSIAN. - V. ET ; PORZIOU. - VI. AESONI ; ZAR (RAZ). - VII. ULID ; LIN. - VIII. NEREIDE. - IX. ENERVANTES. - X. UNN ; ERNEST (RENAN). - XI. EDRN ; RER.

Verticalement : 1. CHATEAUNEUF (DU FAOU). - 2. OEN ; TELENN. - 3. OLEO ; SIRENE. - 4. PORSPODER. - 5. BI ; SON ; IVER. - 6. RS ; IRI (IRIN) ; DARN. - 7. E.E. (ERWAN EVENOU) ; AZ ; LENN. - 8. INIZI ; TER. - 9. ZRA (ARZ) ; OAN ; E-SE. - 10. HUMOUR ; ASTR.

P.B. Services

Théâtre en breton

Mercredi 14 mai
Dans le cadre de la
Fest Yves/Gouel Erwan,
à RENNES
la compagnie Ar Vro Bagan
interprétera :

Ar Goulenn dimezi, de Tchékov
An Alc'houez, de Per Jakez Hélias
et Jakez Kroc'hen e Ti ar Ministr,
de Kervella

Maison du Champs de Mars,
20 h 30.

Réservations au 02.99.30.06.87

●

Vendredi 23 mai
à TRÉGASTEL
au centre des congrès, à 20 h 30,
théâtre en breton organisé par
Spontailloù
et Nevez Amzer
Entrée : 3 euro.

Concours de logo

D.A.O.

(Deskiñ d'an Oadourien/
Apprendre aux adultes

Coordination d'associations enseignant le breton aux adultes, souhaite adopter **un logo** pour rendre plus visible son travail.

D.A.O. ouvre un concours pour la réalisation de ce logo, qui – pour pouvoir être retenu – devra suivre le cahier des charges qui peut être obtenu à : D.A.O., BP 4, 29690 AN UHEL-GOAD.

Les projets sont à remettre pour le 30/5/03 et **le prix décerné au gagnant sera de 300 euro.**

Réunion publique



Le vendredi
16 mai
à 20 h 30,
à Lorient

Débat public organisé par l'UDB (Union démocratique bretonne) sur le thème : **«La décentralisation, la meilleure ou la pire des choses ?»**

avec K. Guyonvarc'h, L. Laurent, Y. Lebahy, M. Denis.

Entrée gratuite.

Festoù-noz

Les demandes d'annonces de festoù-noz étant de plus en plus nombreuses, le P.B. donne la priorité aux festoù-noz dont les organisateurs se font connaître dans le texte de leur annonce.

Le 10 mai
à BUBRY (56)
salle des fêtes.
Organisé par Journée du cœur

●

Le 17 mai
à LOUANNEC (22)
salle polyvalente,
avec Darhaou, Moal-Chapalain.
Organisé par Al Levrig

❍

à QUIMPER (29)
dans les jardins de l'Evêché
Organisé par BAS 29

❍

à NANTES (44)
salle Bonnaire, 6 euro
avec Strobinell, Lagad Bleiz,

Organisé par Festiv'Edre

❍

à LORIENT (56)
au palais des congrès
avec Avel dro.
Organisé par
Emglev Bro an Oriant

●

Le 23 mai
à LORIENT (56)
au lycée Saint Joseph,
Fest-noz ar Yaouankiz.
Organisé par Ken Ober

●

Le 24 mai
à HENNEBONT (56)
salle du Vallon boisé.
Organisé par Hiziv

❍

à QUÉVEN (56)
salle des Arcs, à 17 h,
15 couples de sonneurs.
Organisé par
Emglev Bro an Oriant

Courrier

Pas de pub pour l'alcool et le tabac

« Dans votre petit sondage, à la question E, j'ai répondu que je souhaitais plus de publicités. Mais je tiens à souligner une chose très importante à mes yeux : sauf pour les boissons alcoolisées et le tabac.

Notre peuple est suffisamment atteint par ces fléaux pour en rajouter dans la presse qui lui est directement destinée. Les recommandations sur le danger de ces produits, rendues obligatoires par la loi, me font bien rigoler. Je considère que gagner de l'argent sur le dos des autres et au détriment de leur santé est [...] scandaleux. Cela reste un point de vue et je ne veux pas l'imposer à quiconque [...].

Si chaque Breton, fier de l'être [...] et qui est en même temps plus ou moins consommateur de ces drogues diminuait un tant soit par cette consommation et envoyait les économies réalisées à Diwan, par exemple, ne serait-ce pas mieux à la fois pour la santé de ces compatriotes et pour l'avenir de notre langue qui a vraiment besoin de cet argent bêtement dépensé et qui va remplir les caisses de l'État.

Continuez à nous donner un bon journal qui permet de voir les choses sous un angle bien différent de celui des médias officiels. »

Armand Joncquemat,
Saint-Malo (35)

Il est vrai que vous soulevez là un problème qui n'est pas mince. Comment concilier la liberté de nos compatriotes, l'information des firmes bretonnes productrices qui sont nos annonceurs et les dégâts causés par ces drogues sociales que vous dénoncez à juste titre ? Vous êtes le deuxième lecteur – depuis quatre ans que la pub couleur est arrivée régulièrement au PB – à exprimer ce point de vue (que vous ne voulez d'ailleurs pas imposer). Devrons-nous, un jour, refuser la pub pour des voitures en raison du fléau que représentent pour notre jeunesse les hécatombes routières (où l'alcool est d'ailleurs en cause, là encore) ? Qu'en pensent nos autres lecteurs ?

PETITES ANNONCES

Nous avons une rubrique de petites annonces à tarif unique : 9 € (par chèque avec l'annonce). Pas plus de 8 lignes de texte.

Salut à l'Amérique !

« Cher "Peuple breton",

L'anti-américanisme forcené de votre collaborateur Yann Fiévet me paraît beaucoup plus français, chiraquien, jacobin que breton. Dans le courrier des lecteurs de tels propos ne me gêneraient pas : j'aurais même peut-être envie de discuter. Mais en éditorial ? Sur ce ton sans réplique ? Dans le journal de l'UDB ?

"Crétinisme", "Stupidité", écrit le professeur-monsieur-je-sais-tout dans votre numéro d'avril à propos de l'engagement américain en Irak. Ça, c'est de l'analyse ! Pas l'ombre d'une interrogation, naturellement, sur la pertinence du veto français, sur son rôle dans la résistance de Sadam Hussein, donc dans le déclenchement de la guerre : ce n'est pas moi qui soulève la question, ce sont les inspecteurs de l'ONU depuis leur base de Chypre. Qui étaient les crétins ?

Pas l'ombre d'une réflexion de fond sur la nature profonde de la démocratie américaine. Pourtant l'union sacrée de ses citoyens éthniquement différenciés démontre l'imposture et l'échec de l'intégration à la française. Chez nous, on siffle La Marseillaise sur les terrains de football. Moi, ça m'émeut de voir de plus en plus de noirs et noires occuper les plus hauts postes civils et militaires à Washington.

Bref, pour revenir à votre article d'avril, personnellement, je préfère Elie Wiesel et le nouvel Irak à Yann Fiévet et Sadam Hussein.

Vive la Bretagne, vive la démocratie et salut à l'Amérique ! »

Michel Treguer,
Plougerneau (29)

Toutes les opinions sont recevables, cher lecteur, les vôtres comme celles de Yann Fiévet. Mais, attention à ne pas lire Le Peuple breton «comme si...», même si c'est tendance ! Yann Fiévet écrit librement et, nous le pensons à la rédaction, avec un rare talent, ses «leurres de vérité» depuis des années. Mais il ne s'agit ni de l'éditorial du PB (qu'on trouve en général en page 2), ni de l'expression de l'UDB (il y a un porte-parole pour cela). Mais l'UDB est une union et le PB un journal libre et l'un et l'autre s'honorent de la diversité des opinions et de la rencontre des points de vue. D'autres lecteurs ont réagi aux propos de Yann Fiévet et nous donnerons aussi la parole le mois prochain sur ce sujet à un adhérent de l'UDB.

La pire des choses

« Non, non et non !

La lettre de E.E. du Faouët (N° 471 du PB) me semble être la pire des choses qu'on peut écrire si on veut faire avancer la cause bretonne.

C'est se tromper d'adversaire, c'est continuer d'utiliser le même langage, les mêmes idées que ce qui est employé depuis des lustres par les professionnels français de la politique ! [...]

Je voterai sans état d'âme pour le Breton " de gauche " ou " de droite " qui se présentera comme "breton d'abord " et je garderai pour après l'argumentation qui me semblera propre à convaincre un compatriote qui ne partage pas mes idées sur l'organisation de notre société. [...] »

G.G.
Saint-Herblain (44)

Permettez-nous, cher lecteur, d'être en complet désaccord avec vous (et donc en parfait accord avec notre lecteur du Faouët qui, le mois dernier, dénonçait ici l'avatar breton du fascisme de toujours et de partout). Ces gens utilisent le " même langage ", les " mêmes idées ", les mêmes insignes et les mêmes méthodes que nos pires adversaires : les ultra-nationalistes français. Ils sortent d'ailleurs de leurs rangs, nous l'avons déjà démontré. Nous pensons que ce n'est pas rendre service à la cause bretonne que de la confondre, de quelque manière que ce soit, avec l'extrême droite fascisante. Depuis que « Le Peuple breton » (et l'UDB) existent, nous n'avons jamais cessé de le dire clairement, même s'il est aujourd'hui tendance de faire semblant de l'ignorer.

Touchée par l'article d'Annaig Le Gars

« J'ai été très intéressée et touchée par l'article d'Annaig Le Gars (PB n° 479) *: " Kurdistan, rencontre avec Ayse, la courageuse " et ceci pour deux raisons. En ces temps de déchaînement de violence au Moyen-Orient, entendre le témoignage de la lutte pacifique que mène cette militante pour la défense des droits de son peuple est réconfortant. Ses paroles résonnent de plus pour moi comme un écho aux paroles de femme de Kabylie que j'ai rencontrées à plusieurs reprises : même détermination dans la lutte identitaire, même refus de l'injustice et de l'ostracisme, même volonté de gagner leur place dans le combat politique dans une société traditionnellement gérée par les hommes. C'est là une lutte doublement courageuse. Quand Ayse à Derik affirme " ce sont les femmes qui feront avancer les choses ici " pendant qu'en Kabylie, les femmes choisissent de commémorer le printemps berbère sur le thème " les femmes et la lutte identitaire ", c'est bien un espoir qui nous arrive des peuples en lutte pour leur identité et leur dignité. C'est avec grand plaisir que nous espérons la rencontrer au festival de Douarnenez, dont l'initiative est particulièrement bienvenue. Et c'est très opportun au PB d'avoir publié ce témoignage. »*

N.L.
Saint-Méloir-des-Ondes (35)

Renforcer l'esprit « ligérien »

« [...] Je voudrais attirer l'attention sur les méthodes peu démocratiques de la télévision dite "régionale" : France 3. Non seulement le téléspectateur de Loire-Atlantique ne peut plus suivre d'émissions en breton sur cette chaîne le dimanche matin, renforçant ainsi l'établissement dans les têtes d'une frontière avec la Bretagne administrative (B4) [...] mais celui qui habite le Maine-et-Loire (comme moi) est obligé de se "fader" l'édition "Estuaires" de FR3. [...] Je trouve cela scandaleux : le but non avoué étant, évidemment, de rapprocher encore un peu plus le Maine-et-Loire de Nantes et d'y renforcer l'esprit "ligérien" ! [...]. »

Gérard Chevallier,
Angers (49)

PETIT SONDAGE

Pas compliqué (et bien utile pour nous)

Vous êtes quelques dizaines à avoir avoir répondu à notre sondage. Merci. Merci aussi à ceux qui ont ajouté des commentaires à part : nous en tiendrons compte, le plus possible. Mais notre échantillon est un peu maigre pour être significatif, surtout sur la question E. Alors si quelques retardataires voulaient bien nous adresser leur avis, ce serait bien. Adressez-le à la rédaction : BP1, 29850 Gouesnou. Si vous ne voulez pas découper votre P.B., vous pouvez seulement recopier sur papier libre vos réponses : A1, B3, C2, etc. Le questionnaire peut être anonyme. Dîtes-nous cependant votre sexe, votre âge et le département de votre résidence. L'expédition de votre réponse peut se faire au tarif lent : 0,41 €. Pour le P.B.... ce n'est pas trop cher ?

A - Voudriez-vous des articles	plus longs (et moins nombreux) :	1 ❑
	moins longs (et plus nombreux) :	2 ❑
	inchangés :	3 ❑
B - Appréciez-vous que les articles importants soient signés	oui :	1 ❑
	non :	2 ❑
	indifférent :	3 ❑
C - Le P.B. vous paraît-il	pas assez illustré :	1 ❑
	trop illustré :	2 ❑
	c'est bien comme cela :	3 ❑
D - Préférez-vous	plus de pages :	1 ❑
	de la couleur partout :	2 ❑
	ne rien changer :	3 ❑
E - Préféreriez-vous	plus de pages publicitaires :	1 ❑
	moins de pages publicitaires :	2 ❑
	c'est bien comme cela :	3 ❑

Vous êtes une femme ❑
Vous êtes un homme ❑
Vous habitez : N° de département .....
Age : ..... ans

Merci de nous avoir répondu.

La rédaction du P.B.

PEUPLE BRETON ADMINISTRATION

A notre local de Saint-Brieuc, Nadine assure désormais à mi-temps le secrétariat du **Peuple breton**. Ses horaires sont : les lundi, mardi et jeudi, de 9 à 13 h ; le vendredi, de 9 à 13 h et de 14 à 18 h.

Si vous avez besoin de précisions concernant les abonnements ou la vente en kiosque, envie de renseignements divers, n'hésitez pas à appeler au **02.96.61.54.11.**

Résultats du jeu du PB d'avril

Les 8 gagnants des CD bretons et celtiques que nous avions mis en jeu gratuitement le mois dernier ont été tirés au sort parmi les réponses arrivées à notre boîte postale pour le 29 avril, comme nous l'avions précisé.

Ce sont : Jean-François, de Pléhédel (22) ; Delfines, de Rennes (35) ; Armand, des Sorinières (44) ; Xavier, de l'île de Groix (56) ; Lucie, de Lanester (56) ; Robert, de Lanester (56) ; Michel, du Bouscat (33) et Joël, d'Issy-les-Moulineaux (92). Félicitations à tous : ils recevront leur CD, tiré au sort, dans les meilleurs délais.



Jeu du mois de mai

Pour une fois, ce ne sont pas des disques que nous vous proposons de gagner ce mois-ci, mais des timbres de collection, tous consacrés à la Bretagne, à ses paysages et à ses hommes célèbres. **Nous mettons en jeu dix pochettes de 10 timbres.**

Comment les gagner ? Très simple : vous nous expédiez sur papier libre, à notre adresse : Le Peuple breton, BP1, 29850 Gouesnou, vos nom et adresse et cela jusqu'à la fin mai où un tirage au sort désignera les gagnants. Et, attention particulière, leur lot leur sera adressé dans une enveloppe affranchie du nouveau timbre consacré à Nantes qui vient de paraître.



Abonnez-vous au Peuple breton

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
.....

● Souscrit un abonnement ❑
un réabonnement ❑
– tarif normal : 30 €
– tarif de soutien : à partir de 33 €
– étranger par avion : 40 € et plus
à partir du n°..... inclus.

● Prélèvement automatique mensuel
❑ minimum : 3 €
❑ de soutien : 4 € - 5 € - 6 €
(Joindre un relevé d'identité bancaire)

● Ci-joint le règlement par :
❑ chèque postal
❑ chèque bancaire
❑ mandat-lettre
à l'ordre du
"Peuple breton/Pobl Vreizh"

9 rue Pinot Duclos, 22000 SAINT-BRIEUC - C.C.P. RENNES 2365-76 V

Musiques de Celtie...

Il a souvent été dit que le fiddle était l'instrument le plus caractéristique de la musique irlandaise. C'est en partie vrai. Témoin cette chronique entièrement consacrée à des albums de violonistes.



LIZ & YVONNE KANE - The Well Tempered Bow. (Dawros Music DM001 - Celtic Distribution)

Les duos de fiddle ne sont pas courants dans la région de Galway. Et quand il s'agit de deux sœurs, c'est encore plus rare. Il faut dire que Liz et Yvonne Kane sont tombées dans le chaudron musical toutes petites, formées par leur grand-père maternel, violoniste émérite.

Venant de Letterfrack au nord du Connemara, elles ont été influencées par le style de l'Est Galway, en particulier celui de *Paddy Fahey*, illustre fiddler de cette région.

Après trois ans avec Sharon Shannon, elles se lancent en produisant un superbe CD **The well tempered bow**, album on ne peut plus traditionnel, les sœurs Kane ayant une prédilection pour les morceaux anciens.

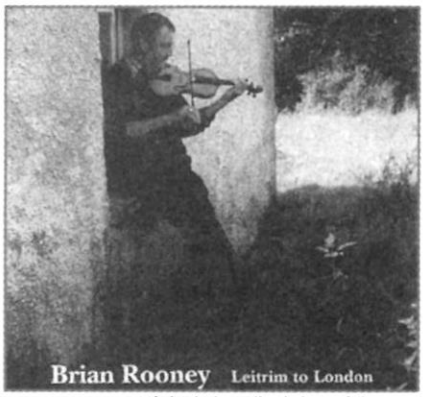
Il est parfois difficile de s'y retrouver, certains airs similaires portant des noms différents, tandis que des airs différents portent le même nom. L'album ne comporte pas moins de sept morceaux intitulés Paddy Fahey's ; c'est dire leur attachement à ce musicien, qui ne faisait pas preuve d'autant d'imagination pour intituler ses airs que pour les composer. D'autres compositeurs sont présents, Ed Reavey, Paddy Kelly, Brendan Mulvihill, ainsi que Liz sur trois morceaux.

Les deux sœurs jouent à l'unisson parfaite, même si elles conservent leur individualité. Elles se complètent l'une, l'autre, chacune mettant en valeur le jeu de la seconde. Le style est sobre, sans arrangements tape-à-l'œil. Seul John Blake les accompagne discrètement à la guitare ou au piano.

Une musique qui allie personnalité, imagination et virtuosité. Un album authentique.

BRIAN ROONEY - Leitrim to London. (Phaeton SPINCD1004 - Distribution Keltia)

Après plus de 30 ans à Londres où, comme nombre de ses compatriotes il avait été contraint de s'exiler, Brian Rooney a opéré il y a trois ans un retour



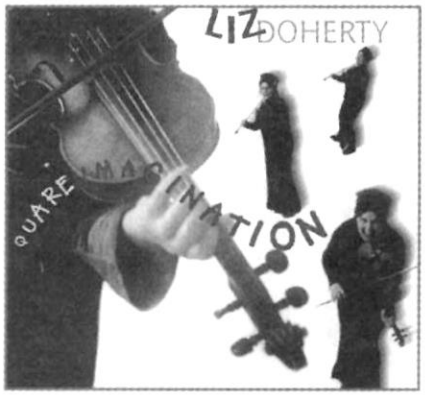
vers son comté Leitrim d'origine. N'ayant jamais abandonné la pratique du fiddle, il a enregistré un premier album *The Godfather* en 99. Il revient aujourd'hui avec **Leitrim to London**, dont le titre tente d'exorciser ses années d'exil.

Inconnu chez lui il y a quatre ans, il a depuis conquis ses lettres de noblesse, par une puissance d'interprétation alliée à sa dextérité à faire glisser son archet sur les cordes de son violon. Indubitablement son jeu a subi l'influence des musiciens du Leitrim et du Fermanagh, ses coups d'archet courts et très rythmés développant une impression de swing.

L'album comporte 15 morceaux, une collection d'airs traditionnels fréquemment interprétés dans les sessions, sur lesquels Brian Rooney a déposé son style propre, mélodieux et captivant à la fois, extrêmement sensible, doté de riches ornementations.

Il est soutenu par le piano de Brian McGrath, la flûte de Gregory Daly, et la guitare de John Blake. Enfin, Brian interprète un des morceaux à l'accordéon. Un musicien à découvrir.

LIZ DOHERTY - QUARE IMAGINATION. (Buzzy Lizzy BLR001 - www.lizdoherty.ie)



Le Donegal a souvent été décrit comme la terre de prédilection du fiddle. Pour corroborer cet adage, voici une violoniste native de Buncrana, dans la partie la plus septentrionale du Donegal.

Liz Doherty a à peine 30 ans et déjà un long palmarès à son actif. Plusieurs années lectrice à l'université de Cork, elle est également fondatrice des groupes Nomos ou Bumblebees. En 1999, elle a publié un premier CD *Last Orders*, et **Quare Imagination** est son second album.

Liz a saisi l'opportunité de voyager et de découvrir la musique traditionnelle d'autres contrées. De ses pérégrinations elle a rapporté pas mal d'airs, qu'ils soient issus d'Ecosse, du Cap Breton, des Orcades ou du Québec, sans oublier le Donegal.

Quelques traditionnels, mais une majorité d'airs composés plus récemment. Liz a eu pour professeur le célèbre violoniste Dinny McLaughlin, (qui a par ailleurs appris aussi le fiddle à Mairéad Ní Mhaonaigh), et elle lui rend ici hommage en interprétant une de ses compositions *The Gally Canter*.

Une foule de musiciens de renom a pris part à l'album : Gerry O'Connor, Manus Lunny ou encore Tony McManus. La musique de Liz Doherty est joyeuse et dynamique, développant un swing très syncopé, mêlant de façon originale un jeu énergique et des arrangements novateurs.

OISÍN Mac DIARMADA - Ar an bhfidil. (Ceol Records CEOCD 002 - info@ceol-records.com)



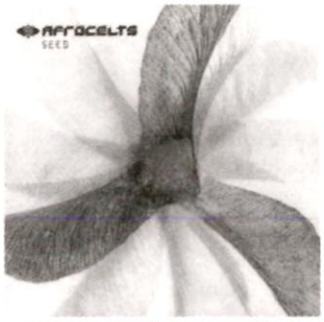
Je vous en avais parlé il y a quelques mois, lors de la sortie de l'album du groupe Téada, qu'il anime. Aujourd'hui Oisín Mac Diarmada publie son premier album solo **Ar an bhfidil**, ce qui signifie "au fiddle". A peine 24 ans, et déjà diplômé de l'Académie de Musique de Dublin, il enseigne la musique tout en étant critique musical. Il faut dire qu'il a commencé l'apprentissage du violon dès l'âge de 6 ans et à 10 ans il était déjà champion All-Ireland. Issu du Co. Clare, il en a subi les influences musicales, tout comme celles de la région de Sligo où il s'est ensuite installé. De ce fait, son interprétation est très marquée par les deux maîtres des années 20-30 qu'étaient Michael Coleman et James Morrison.

Tout l'album est traditionnel, Oisín interprétant seul au fiddle neuf des dix-sept morceaux, le reste accompagné à minima au piano, guitare, flûte, bouzouki et bodhrán. Et une suite de reels sur laquelle il joue lui-même de la flûte. Si Oisín privilégie la tradition à tout arrangement moderne, il développe tout de même un style personnel marqué par une grande créativité, qui génère une musique basée sur l'expressivité. L'album d'un virtuose.

Philippe COUSIN

Selaouit

par Pierre Morvan



AFRO CELTS : « Seed » (Realworld, Virgin, PM 538)

Rythmes africains, boucles électroniques et sons venus de toutes les Celties : Afrocelts a certes abandonné ce « sound system » qui le suivait partout comme une ombre un peu encombrante, mais propose toujours cet échange permanent qui a fait son succès et celui des trois premiers albums. Pour le quatrième, également paru chez Realworld, le label fétiche de Peter Gabriel, la démarche demeure donc identique, même si les machines ont cédé le pas devant les hommes. C'est toujours de fusion qu'il s'agit : Afrocelts donne tout son sens à la « world music », une étiquette sans doute un peu trop galvaudée mais ici réellement appropriée.

« Cyberia », «Nevermore », «Rise », «Green » ou **« The Other Side »...** les morceaux se suivent et laissent tour à tour s'exprimer les voix de N'Faly Kouyate l'Africain, de Nina Miranda la Brésilienne ou de Iarla Ó Lionàird l'Irlandais, la guitare de Simon Emmerson, les claviers de Martin Russel, les percussions de Moussa Sissokho, le uillean pipes d'Emer Maycok ou la harpe du Breton de la bande, Myrdhin...

Tout à la fois planante et virevoltante, énergique et sereine, la musique d'Afrocelts séduit et **« Seed »** apparaît rapidement comme le disque le plus abouti du groupe, le plus captivant aussi et, en un mot comme en mille, le meilleur. L'une des bonnes nouvelles de ce printemps musical plutôt copieux.

Pat O'MAY : « Anacoustik » (Prod'Ig Production, Avel Ouest, CD PIGPI 1611)

On nous cause de sécheresse, mais c'est encore une véritable pluie de cordes qui s'abat sur la Bretagne. Première averse avec Pat O'May, le bourlingueur-baroudeur normand parfaitement intégré en Kreiz Breizh, plus précisément à Peumerit-Quintin. Quand on annonce Pat O'May, on peut s'attendre à un déferlement de décibels, un son « maousse-costaud ». C'est compter sans le guitariste qui, de toute évidence, s'amuse à décontenancer son auditoire.



Et de fait, **« Anacoustik »** porte bien son titre : la balade en acoustique commence par **« The Leprechaun »**, une intro bien léchée, puis se poursuit avec **« Wise »**, une chanson lancée comme un murmure et qui s'enflamme peu à peu. Au fil de l'album, on peut suivre ainsi les méandres de la pensée musicale de Pat O'May : quelques plages tranquilles de sable blond, où la guitare du héros dialogue avec le piano virtuose de Patrice Langlois, et, ici et là, au gré des courants, un flot plus dense, bouillonnant, quand les mots et les notes se bousculent. **« Breizh-America », «Saida »**, repris de l'album précédent, **« Unas del Rio »**, ... ce quatrième CD de Pat O'May est avant tout un lieu de rencontre et de passage. Un blues aux accents rocky, émaillé d'influences bretonnes ou flamenco, généreux et sensible, à l'image du musicien.

Jacques PELLEN : « Ephéméra » (Naïve, Y 226188)

«Esthétique jazz sous influence bretonne » mais peut-être aussi l'inverse... Guitariste classique de formation et jazzman dans l'âme, Jacques Pellen a parfaitement ingéré, digéré, assimilé la musique bretonne, sa musique. On lui doit, entre autres, ces processions celtiques de belle mémoire. Et on lui doit maintenant ce joyau superbe, cette perle, qu'est **« Ephéméra »**...

Impros jazz et volutes de Breizh. Au détour du chemin, la vue plonge sur un paysage de mer et de brumes, le cri des mouettes vous accompagne et le bruit du ressac... un peu plus loin, le soleil frappe le crépi blanc d'une maison basse, un arc-en-ciel déchire quelques sombres nuages... la musique du guitariste est à l'image de nos contrées, pleine de surprises, continuelle source d'émerveillement, lumineuse et intimiste, mouvante et tranquille, parfois tourmentée, souvent paisible.



« Ephéméra », «Spires », «Tremen », «Amañ », «Letani », autant de titres qui sonnent comme une véritable musique de Bretagne et nous renvoient l'image d'un mariage réussi. Les invités de la noce s'appellent Erik Marchand, Annie Ebrel, Ricardo del Fra, Paolo Fresu, Peter Gritz, Patrick Peron... complices habituels du guitariste. Et l'ensemble éblouit, envoûte, captive. Une totale réussite.

Dom DufF : « Straed an amann » (BNC Production, Diffusion Coop Breizh, DDFF001)



Le premier titre, **« Ha deoc'h »**, y fait explicitement référence et la suite de l'album l'évoque, irrésistiblement : l'influence du groupe mythique Storlok est assez nette ici et c'est un compliment. La relève semble donc enfin assurée et c'est Dom DufF, le guitariste de Diwall, qui s'empare du flambeau. Une chanson bretonne nerveuse et offensive aux accents rock n'blues prononcés, une vraie voix pour une langue qui coule de source, le breton. Et aussi la présence réconfortante d'amis venus en renfort : Ronan O'Snodaigh, du groupe Irlandais Kila (percussions), le gallois Andy Jones (voix)... Et surtout Pascal Lamour, qui assure tout à la fois l'accompagnement (claviers, cornemuse, banjo), les arrangements, la prise de son, et, cela s'entend, fait aussi office de conseiller artistique...

Dom DufF trouve les mots pour chanter son pays. Et son peuple. Pour saluer ceux qui, comme lui, ne renoncent pas, ne renonceront jamais à construire une Bretagne fière d'elle-même et accueillante pour les autres, une terre de conviction et d'asile. Le message est universel, il vaut pour ici et pour là-bas, du côté de Budapest (**« C'hwezh Kerlosket »**) ou d'ailleurs. **« Gant touelloù pouezus, sonn'vel ur bagad/'Mañ war an hentoù, gred war e gad »** (*)... Des **« Gerioù berr »**, peut-être, mais qui sonnent juste et fort. Et emportent l'adhésion. Avec **« Straed an amann »**, Dom DufF a trouvé sa voie.

Pierre MORVAN

(*) «Avec ses illusions, fier comme un bagad/Il suit ses routes d'un combat ardent »

SOUFFLE

Il est sorti au moment du battage pour la Nuit celtique. Un supplément à «Ouest France». Son titre ? «Cette Bretagne a du souffle». On y croise Stivell, Denez Prigent, Marthe Vassalo, Karma, Marcel Guillou, Yvon Le Men, Carlos Nuñez, le Breton d'adoption et pas mal de ceux qui font la Bretagne d'aujourd'hui, Ronan Le Coadic, Patrick Malrieu... On y trouve des infos sur la BD, la littérature, la danse... Et aussi la carte des festivals de l'été 2003, des Vieilles charrues au rendez-vous de Kleg (du 7 au 10 mai : ne le manquez pas !) en passant par la Fête du Chant de marin de Paimpol. Son prix ? Trois euro. Pour un souffle qui n'est pas près de s'éteindre, c'est donné !

L'invité du « Peuple breton »

Le débat sur l'énergie

En 1974 au démarrage du programme civil de construction de réacteurs, des scientifiques lancèrent un appel connu sous le nom « Appel des 400 », appel dont la conclusion était : **« Il faut qu'un vrai débat s'instaure et non ce semblant de consultation fait dans la précipitation. Nous appelons la population à refuser l'installation de ces centrales tant qu'elle n'aura pas une claire conscience des risques et des conséquences. Nous appelons les scientifiques (chercheurs, ingénieurs, médecins, professeurs, techniciens...) à soutenir cet appel et à contribuer, par tous les moyens, à éclairer l'opinion. »**

Nous avions lancé cet appel, après avoir constaté que le gouvernement français passait du « tout pétrole » au « tout nucléaire ». 30 ans se sont écoulés et ce fut, de fait, « tout pétrole et tout nucléaire ».

Si je reprends les arguments de 74, j'en constate la pertinence que les années écoulées ont encore renforcée.

« Les accidents sont peu probables, ils peuvent être effroyables ». Three Mile Island (USA) a ouvert la voie à Tchernobyl (ex-URSS, Ukraine maintenant) et prouvé que nos craintes étaient plus que fondées.

« Le problème des déchets est traité avec légèreté ". Il a fallu Tchernobyl et la naissance de deux laboratoires indépendants (ACRO et CRIIRAD) pour forcer le débat et prouver l'existence de sites pollués. Pris en faute, le lobby a fait pression sur le niveau politique et ce fut la loi de décembre 91 qui prône la nécessité de laboratoires et de la transmutation pour résoudre le problème des déchets, d'ici 2006.

Pourquoi cette hâte soudaine ? Pour cinq raisons :

– Bloquer le système de recherches sur le nucléaire en lançant des études coûteuses et longues.

– Se donner bonne conscience en éludant le débat sur la politique énergétique, qui est à l'origine du problème des déchets.

– Éviter de faire le bilan des connaissances sur l'impact sur le vivant, la définition des normes.

– Ne pas prendre le problème des déchets par son bout le plus gênant, l'abandon des petits sites et la pollution rampante de l'environnement.

– Faire croire que le ou les laboratoires régleront le stockage des déchets civils et militaires pour pouvoir impunément continuer retraitement, bombes, filières au plutonium.

« Par ailleurs, quoi qu'on en dise, peu de recherches sérieuses sont entreprises pour trouver de nouvelles



D.R.

sources d'énergie, pour diversifier celles existantes et pour diminuer le gaspillage. »

30 ans ont passé. Le nucléaire s'est installé et si on continue, on repartira pour le nucléaire en 2007 (date programmée des premiers arrêts et du démantèlement de réacteurs). Est-ce bien raisonnable ? Où est l'analyse des risques et des coûts ?

Notre conclusion : *« Il faut qu'un vrai débat s'instaure et non ce semblant de consultation fait dans la précipitation »* est toujours d'actualité. Quand aura lieu le débat sur la politique énergétique de la France ?

Tous les rapports, de Schloessing (1977) en passant par Rouvillois (1990) pour finir par Souviron (1994), ont dénoncé l'ingérence des industriels et des grands corps d'Etat. Mais on ne peut pas dire que cela ait entravé la marche du nucléaire...

En guise de conclusion

Depuis 30 ans, le GSIEN constate la difficulté pour le niveau politique d'assumer une politique énergétique. Chaque fois qu'il en est question, le débat est escamoté ou les conclusions sont écrites avant.

Comment bâtir un programme équilibré, si on ne part pas des besoins des populations mais qu'on se contente de réaliser les désirs des industriels ? C'est le cas de ce fameux European pressurised reactor, réacteur vieillot dont EDF n'a pas besoin (et nous non plus) puisque son désir est de faire fonctionner ses réacteurs 60 ans (ce qui n'est pas non plus une bonne solution).

De toute façon, le nucléaire ne peut pas, avec son cortège de problèmes sans solution, être la voie la meilleure et surtout la seule pour la Nation. A minima, il nous faut diversifier nos sources d'énergie, économiser et entamer enfin ce dialogue tant annoncé avec les populations, car ce sont elles et elles seules qui doivent décider de la poursuite ou non du nucléaire. A elles revient la charge de questionner les élus et d'obtenir des réponses enfin claires sur ce fameux programme énergétique.

On ne fera pas l'économie de cette procédure. Le GSIEN le demande depuis 30 ans et l'on en est toujours aussi loin.

Et ce n'est pas le « débat » actuel, en cercle fermé, sur des thèmes réducteurs, qui va permettre une concertation de qualité. Ce débat ne va pas non plus permettre de remettre à leur place les industriels du nucléaire. Ils n'ont pas à dicter à la France son programme énergétique.

La balle est dans le camp des citoyens. A eux d'œuvrer.

Monique Sené
Physicienne
Présidente du Groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire (GSIEN)

UN MOMENT DE PLAISIR



COAT-ALBRET

CIDRE BOUCHÉ DE BRETAGNE

LOÏC BERTHELOT - Artisan-cidrier
Cellier du Bois d'Albret - 35137 BÉDÉE
Tél. 02 99 09 05 78

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé, à consommer avec modération

SOCODIP - PUBLICITE - 02 96 86 ..